

KPB - archief

Archives PCB

eigendom / propriété HISPATK-PATHISC
beheer / gestion DACOB & CARCOB

ARCHIEF PB

DOOS PB / BP

35

Nummer:

1.11.1

BP 35-1953-1879

✓ Travail parlementaire ^{P.C.B.}
PCB '84 - 89

~~III
4~~

(10)

A
[3]

noté au
fiches

[4]

BILAN TRAVAIL PARLEMENTAIRE 1954-1958.

a) Matières sociales, économiques et revendicatives.

Propositions de lois.

- Allocation compensatoire de 200 francs par mois à tous les pensionnés, à tous les bénéficiaires d'allocations sociales, ainsi qu'à tous les économiquement faibles dont les revenus sont inférieurs à 3.500 francs par mois.

Dejace - S.E. 1954

- Abrogation de l'A.R. du 26.10.1953 modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique de l'Office National du Placement et du Chômage.

G. Glineur - S.E. 1954

- Instauration d'un Service National de Santé.

G. Glineur - S.E. 1954

- Modification des organes de sécurité et d'hygiène dans les mines.

G. Glineur - S.E. 1954

(modifications et élargissement des pouvoirs des délégués ouvriers).

- Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires.

G. Glineur - S.E. 1954

- Fixation des minima de salaires et traitements.

G. Glineur - S.O. 55 - 56

- X - Modification de la loi sur la pension de retraite et survie des ouvriers.

G. Glineur S.O. 55 - 56

(revendications des pensionnés).

- X - Modification pension de retraite et survie des mineurs.

G. Glineur - S.O. 55 - 56

- Modification de la loi sur les maladies professionnelles.

G. Glineur - S.O. 56 - 57

(Introduction de l'antraco-silicose).

- Vacances des travailleurs.

(instauration du double pécule)

G. Glineur - S.O. 56 - 57

Complétée en 57-58 par un amendement instaurant le double pécule en 1958.

- Instauration de la semaine de 45 heures.

Lalmand - S.O. 55 - 56

- Nationalisation des mines.

Lalmand - S.O. 56 - 57

- Adaptation de la taxe professionnelle.
Lalmand - S.O. 56 - 57
- Modification à la loi sur les accidents de travail.
J. Terfve - S.E. 1954

Amendements

- Sur la loi portant la pension à 28.000 fr.
Glineur G. - S.E. 1954
- Sur la loi des pensions ouvrières.
Glineur G. - S.E. 54 - 55
- Sur la loi modifiant la sécurité sociale.
Glineur G. - S.E. 54 - 55
- Sur la pension des travailleurs indépendants.
Lalmand 54 - 55
- Sur les réserves de Campine.
Lalmand 57 - 58
- Sur le Conseil des Charbonnages.
Lalmand 57 - 58
- Sur les ajustements en faveur victimes civiles de la guerre.
Glineur G. 55-56
- Sur la pension des employés.
Glineur G. 55-56
- Sur les nouvelles règles de sécurité et de salubrité.
Glineur G. 56-57
- Sur la loi de pension des ouvriers.
Glineur G. 56-57
- Sur la loi relative aux vacances annuelles.
Glineur G. 57-58
- Sur le prélèvement.
Lalmand E. 55-56

b) Matières coloniales.

- Suppression des corvées coutumières.
Dejace - S.E. 1954
- Etablissement de la liberté syndicale au Congo belge.
Dejace - S.E. 1954.
- Abolition des peines corporelles.
Dejace - S.E. 1954

c) Matières militaires.

- Limitation des effectifs et attributions Gendarmerie.
(ceci à la suite des fusillades de Grâce-Berleur)
Dejace - S.E. 1954
- Amélioration du statut matériel des miliciens.
Dejace - S.E. 1954
(suite à la prolongation durée du service militaire).

- Amnistie des infractions commises par des militaires de l'A.B. entre le 1er mai et le 31 décembre 1952.

Dejace - S.E. 1954

(amnistie pour lutte contre 24 mois)

d) Divers

Propositions de lois.

- Pension de réparation aux familles des victimes de Grâce-Berleur.
Dejace - S.E. 1954
- Remboursement des amendes indûment payées par les planteurs de tabac.
Dejace - S.E. 1954
- Contre la propagande de guerre.
J. Terfve - S.E. 1954

Amendements.

- Sur la question scolaire.
Dejace - 54-55
- Sur la redevance pour télévision.
Dejace - 57-58
- Sur le fonds agricole.
Lalmand - 54-55
- Sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.
Lalmand - 55-56
- Sur les pigeons.
Lalmand - 55-56
- Sur la loi sur l'alcool.
Lalmand - 55-56
- Sur le remembrement rural.
Lalmand - 55-56

Interpellations

- Sur la catastrophe des carrières de Florzé.
Dejace - 24.6.54
- Sur effondrement prix du beurre.
Dejace - 10.6.54
- Sur de nouveaux accidents de carrière en O.A.
Dejace - 24.2.55
- Sur l'incendie charbonnage Patience et Beaujoue.
Dejace - 26.6.57
- Sur les retards à la réforme de la pension des mineurs.
Glineur - 8.11.55
- Sur sécurité sociale.
Glineur - 6. 3.56
- Sur la catastrophe du Bois du Cazier.
Glineur - 20.11.56

- Sur fermeture de Baume-Marpent .
Glineur - 5.2.57
- Sur l'insécurité à la S.N.C.F.B.
Glineur - 26.3.57
- Sur réforme pension des mineurs.
Glineur - 29.5.57
- Sur prix du pain.
Lalmand - 24.4.56
- Sur les échanges commerciaux avec la Chine.
Lalmand - 11.6.57
- Sur retard pension des indépendants.
Lalmand - 12.11.57
- Sur grève diamantaires.
Lalmand - 14.11.57
pas développé - arrangement avant.
- Sur catastrophe du Rieu-du-Coeur.
Terfve J. - 1.6.54
- Sur Formose et politique étrangère.
Terfve J. - 15.2.55
- Sur nouvelle catastrophe Rieu-du Coeur.
Terfve J. - 14.2.56
- Sur mines marginales du Borinage.
Terfve J. - 14.2.56
- Sur projets Marché Commun - Euratom.
Terfve J. - 20.3.56
- Sur grèves du Borinage.
Terfve J. - 26.6.56
- Sur nomination Speidel.
Terfve J. - 5.2.57

Ajouter à cela
les interventions sur les Budgets
et les principaux grands projets venus en discussion.

§§§

.../...

Les nombreuses démarches entreprises par le Président de nos filiales de New York, auprès du Treasury Department de Washington, pour obtenir le déblocage de ces fonds, de même que les interventions de notre Ambassadeur à Washington auprès du State Department, sont demeurées sans succès; les représentations analogues des autres puissances européennes intéressées subirent le même échec.

X

X

X

Les relations juridiques de la Banque Belge pour l'Etranger (Extrême-Orient) avec la Bank of China, peuvent être précisées comme ci-dessous :

- les conventions conclues par la B.B.E. (E.-O.) avec la Bank of China lui confiaient la mission d'agir pour compte de cette dernière, en qualité de mandataire pour les paiements à l'extérieur (as agents for collection and payment abroad).
- l'exécution de cette mission impliquait nécessairement l'ouverture d'un compte en dollars USA chez le correspondant aux Etats-Unis de la B.B.E. (E.-O.), en contrepartie des dollars USA dont la Bank of China était créditée en ses livres.
- ce compte ouvert aux Etats-Unis a été bloqué par les autorités américaines, précisément parce qu'il constituait la contrepartie du compte ouvert par la B.B.E. (E.-O.) à la Bank of China.
- le blocage dicté par des considérations politiques étrangères à la B.B.E. (E.-O.) constituait pour celle-ci un cas de force majeure.
- en tant que mandataire, la B.B.E. (E.-O.) n'a pas à assumer les risques des opérations faites pour compte de son mandat, en dehors de toute faute de sa part.

Il ressort de ce qui précède, que la Banque Belge pour l'Etranger (Extrême-Orient), n'a pas l'obligation de payer à la Bank of China la somme en dollars USA dont elle est créditée dans ses livres, avant que le blocage décidé par les autorités américaines ait pris fin.

8 décembre 1959.

LES PARLEMENTAIRES COMMUNISTES

rendent compte de

40 MOIS D'ACTIVITE .

LEUR CONCEPTION DU ROLE DE PARLEMENTAIRE

Le rôle que s'assigne le groupe communiste au Parlement c'est de se faire le porte-parole des travailleurs, d'assumer la défense de leurs intérêts contre ceux des monopoles. A l'intérieur du Parlement comme à l'extérieur, il adopte une attitude de lutte de classes.

C'est pourquoi toutes les interventions des parlementaires communistes ont été marquées par la préoccupation de

- lutter contre les pressions de droite exercées sur le Gouvernement pour freiner ou s'opposer aux revendications des classes laborieuses;
- de refuser d'accepter l'argument invoqué spécialement par les ministres socialistes de "l'art du possible". Ils ont montré la direction dans laquelle le Gouvernement pouvait et devait s'orienter pour trouver les ressources nécessaires pour faire droit aux revendications;
- de faire respecter la démocratie dans la vie politique du pays et de tendre vers un contrôle ouvrier.

Il n'est pas présomptueux de dire que sans les parlementaires communistes, la voix des travailleurs, des progressistes, des amis de la Paix se serait bien peu fait entendre au Parlement.

=====

-
- 31 MARS 1968 : Elections législatives qui condamnent les structures traditionnelles du pays et expriment la volonté de la reconnaissance des 3 régions dotées de larges pouvoirs en matière politique et économique.
-

Sont élus pour le Parti Communiste : 5 représentants à la Chambre
et 2 représentants au Sénat.

Il faudra attendre la mi-juin, pour avoir un Gouvernement.

- 3 avril 1968 : les parlementaires communistes se mettent à l'ouvrage.
Drumaux, président du groupe parlementaire propose aux 134 nouveaux élus de Wallonie de discuter ensemble des problèmes de l'emploi et de la reconversion de la Wallonie.
Le Parti communiste et ses parlementaires y voyaient le moyen d'apporter une solution aux problèmes de la Wallonie et aussi une étape vers l'indispensable dialogue entre les deux communautés. Mais cela n'ira pas tout seul.
- Le 25 mai 68, devant la lenteur des réactions, Drumaux propose à Merlot de charger les chefs de groupes politiques au Parlement (Drumaux - Jeunehomme - Merlot - Pêtre - Perin) de se constituer en "puissance invitante".
Ce n'est que le 5 novembre qu'elle pourra se réunir pour la première fois.
- Le 12 juin 1968 (après d'infructueuses tentatives de divers formateurs: d'Alcantera - L. Collard et V.D.B.), le PSB et le PSC signent un accord (largement inspiré par V.D.V.) pour la constitution du Gouvernement.

-
- Le 25 juin 1968 : Gouvernement se présente devant les Chambres pour la discussion du programme gouvernemental.
-

Les députés communistes démontrent que la décentralisation tant vantée par le Gouvernement n'est en réalité que le maintien de l'état unitaire avec des succursales décentralisées des institutions nationales. Ils dénoncent l'absence d'assemblées élues dotées de pouvoirs politiques, économiques et financiers réels. La lutte pour ces pouvoirs sera leur cheval de bataille pendant toute la législature.

- Octobre-Novembre 68 : rentrée parlementaire.

Les parlementaires communistes vont s'attacher à demander aux ministres socialistes, la mise en vigueur de mesures progressistes de défense des masses laborieuses.

- Sauvetage de la Wallonie

- A la première réunion de l'assemblée des parlementaires wallons (5 novembre '68), les parlementaires communistes craignant les manoeuvres des milieux d'affaires et des banques, les pressions des parlementaires de droite pour enfermer l'assemblée dans le bavardage et l'académisme, proposent une série de mesures concrètes d'ordre immédiat :

Examen prioritaire du problème primordial pour la Wallonie : la lutte contre son dépérissement économique et transformation des décisions communes en propositions de loi déposées devant le Parlement, soutenues par l'ensemble des parlementaires wallons.

Ils proposent notamment :

- 1) Conférence de l'emploi : pour mettre fin au chômage et réaliser les revendications syndicales.
- 2) Initiatives industrielles publiques : pour préparer la reconversion économique et créer de nouveaux emplois indispensables.
- 3) Engager le véritable règlement des problèmes communautaires par la négociation entre Wallons, Flamands et Bruxellois.
- 4) Réunion des élus wallons.

- Développement économique

- L'approvisionnement du pays en pétrole

18/10/68 : interpellation du Ministre des Affaires Economique par le groupe parlementaire communiste sur le fait d'avoir octroyé aux Trusts du Pétrole une ristourne de 500 millions et d'avoir pris une décision aussi importante sans avoir consulté le Parlement.

Les parlementaires communistes préconisent une politique énergétique globale et indépendante, une authentique solution nationale et proposent la création d'une Société Nationale pour la construction et l'approvisionnement des installations portuaires et de pipe-lines où seraient représentés et le Gouvernement et les syndicats (société placée sous le contrôle du Parlement). Ils demandent des garanties pour la construction de Petrochim à Feluy.

25/10/68 : nouvelle interpellation :

- Le Gouvernement a décidé du sort du pipe-line Rotterdam-Anvers mais sans garanties pour Feluy. Le député communiste montre l'ampleur des privilèges consentis aux trusts pétroliers (Petrofina - Shelle et Esso) et ce avec une totale désinvolture à l'égard du Parlement qui n'a pas été informé et est mis devant le fait accompli.
- Marcel Couteau à cette même séance du Parlement défend le dossier Feluy.

- La création d'un Office de Promotion Industrielle

Le 6.12.68 au Parlement, Drumaux rappelle au Gouvernement le point 71 de la déclaration gouvernementale qui prévoit la création de cet O.P.I.

.../..

Ce projet ne demande, souligne-t-il, ni de majorité des 2/3 ni des arrangements "bidon".

Il invite donc le gouvernement à prendre immédiatement des mesures concrètes pour le réaliser.

FINANCES

T.V.A. : Dès octobre '68, les parlementaires communistes dénoncent les dangers de la T.V.A. qui selon les estimations de l'époque devaient rapporter 7 milliards à l'Etat mais imposer aux consommateurs une charge supplémentaire de 20 milliards.

INDEXATION DES BAREMES FISCAUX

Les parlementaires communistes luttent de façon constante pour une véritable indexation (éviter de payer plus d'impôts du fait que la hausse du coût de la vie aurait provoqué une augmentation - insuffisante d'ailleurs - des salaires et traitements). Ils ne veulent pas se montrer satisfaits d'une augmentation par exemple des minima imposables qui aboutit à exonérer de l'impôt certaines catégories d'économiquement faibles. En fait cela ne fait que maintenir une situation existante.

Pour éviter de perdre des rentrées fiscales, argument dont se sert constamment le gouvernement, les ^{parlementaires} communistes proposent d'augmenter la charge fiscale des gros contribuables et de faire la chasse non pas contre le petit contribuable mais contre la grosse fraude fiscale.

Au moment où en décembre 68, un nouveau code des impôts sur les revenus est soumis au vote de la Chambre, les communistes déposent des amendements tendant à :

1) application, dès 1969, de l'indexation des barèmes fiscaux en faveur des revenus allant jusqu'à 250.000 Fr.;

2) établissement du taux progressif de la taxation des gros revenus comme suit :

de 1 à 3 millions	: 50 %	
3 à 5 millions	: 55 %	
plus de 5 millions	: 60 %	alors que le Gouver-

nement a prévu une atténuation de la progressivité de l'impôt pour les revenus se situant entre 400.000 et 3 millions de francs.

3) Alléger l'impôt des revenus cumulés des époux;

4) mener une lutte efficace contre la grosse fraude fiscale en établissant le cadastre des fortunes;

5) prélever une taxe exceptionnelle de 1 ou 2 % sur les capitaux des sociétés atteignant 100 millions ou plus.

Mais ces amendements ont été rejetés par la majorité PSB-PSC.

- PERSPECTIVES FINANCIERES

Le 6/12/68 : discussion du Budget des Voies et Moyens pour 1969.

Le ministre des Finances, le Baron Snoy, se montre très optimiste au sujet de la solidité du franc belge.

Le député Drumaux lui exprime sa préoccupation de voir surgir de nouvelles difficultés pour notre commerce extérieur, une croissance de la spéculation et des tentatives d'imposer au pays des mesures supplémentaires d'austérité.

Il demande au gouvernement quelles mesures il compte prendre pour protéger le pouvoir d'achat des masses en cas de dévaluation du dollar et pour garantir le développement ultérieur de notre économie. Pour éviter que les travailleurs ne paient les conséquences des combats que se livrent les puissances financières des Etats capitalistes, il propose :

- le blocage strict des prix à la consommation;
- l'interdiction de la spéculation sur les capitaux;
- le contrôle des changes;
- un plan de mesures sociales capables de stimuler la demande intérieure en cas de difficultés sur le marché extérieur.

- LA DEFENSE DE L'EMPLOI

- Discussion Budget Voies et Moyens : le député Levaux rappelle l'opportunité d'une Conférence Nationale de l'Emploi entre patrons, syndicats et Gouvernement pour empêcher de nouvelles réductions d'emplois et pour en créer des nouveaux dès 1968-69. Pour répondre aux propositions d'Agimont des régionales wallonnes de la FGTB, les parlementaires communistes proposent l'adoption de mesures immédiates et notamment l'établissement de conventions régionales garantissant l'emploi et assurant le contrôle ouvrier sur la balance de l'emploi.

- Le 9/12/68 : au cours de la 2e réunion des élus wallons, Levaux propose une mesure conservatoire à défendre tout de suite par l'assemblée, à savoir : refuser toute fermeture, tout licenciement de rationalisation en 1969, qui ne seraient pas accompagnés de la création préalable ou simultanée d'emplois nouveaux en nombre équivalent dans les régions.

Il a aussi proposer d'adopter la résolution du Conseil provincial de Hainaut et de déposer tous ensemble des amendements au projet de décentralisation économique, amendements qui s'inspireraient du memorandum du C.E.W. approuvé par l'unanimité des élus wallons.

Le 3.1.69, les parlementaires communistes proposent aux autres groupes politique de l'assemblée de déposer en commun :

- 1) une proposition de loi reprenant la proposition faite par les communistes le 9/12 en matière de mesures conservatoires;
- 2) des amendements aux projets Terwagne - Tindemans de telle manière que des pouvoirs réels soient accordés notamment en matière économique, aux diverses instances existantes ou à créer au niveau de la Wallonie;
- 3) une proposition de loi dotant la Wallonie d'un office de promotion industrielle dont les initiatives en matière d'investissement pourront, en cas de carence du secteur privé, être réalisées par la S.N.I. ou les sociétés de développement régional auxquelles les moyens nécessaires seront assurés.

Ils dénoncent la faiblesse du PSB et de la démocratie chrétienne qui tentent de dissimuler les capitulations de leurs ministres devant les forces réactionnaires au sein du gouvernement.

.../..

- L'EMPLOI ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES REGIONS

- Région du Centre

Le 6.12.68, le député M. Couteau interpelle le Ministre des Affaires économiques et dénonce la duperie de la promesse de commandes de compensation à l'achat par le gouvernement belge de chars allemands. Il démontre que les engagements prévus auraient dû assurer 10 millions d'heures de travail alors qu'en fait on n'est arrivé à 10 fois moins.

- Charbonnages du Limbourg : (13 décembre 1968) :

Suite à la décision prise par le Directoire Charbonnier de supprimer 1.280 emplois dans le bassin charbonnier de la Campine, le député M. Levaux interpelle le Ministre des Affaires Economiques, J.J. Merlot.

Il propose : 1) de faire appliquer au Limbourg les accords de José-Battice c.à.d. pas d'embauche de travailleurs hors de la région aussi longtemps que tous les mineurs en chômage de la région ne sont pas reclassés;

2) l'application de la mesure conservatoire proposée par les communistes à l'assemblée des élus wallons : suspension des licenciements et fermetures en 1969 qui ne seraient pas compensées par la création d'un nombre égal d'emplois nouveaux;

3) la réunion urgente d'une Conférence Nationale de l'Emploi.
Il s'élève contre l'autorisation accordée aux patrons charbonniers de Campine de conserver les terrains industriels sans contre-partie.

- L'AFFAIRE ALLEGHENY - LONGDOZ

(implantation à Genck d'une aciérie électrique à annexer à Allegheny - Longdoz).

- Première intervention des parlementaires communistes : (13.12.68) :
interpellation de Merlot :

- Ils s'insurgent contre l'arbitraire et l'anarchie de l'attitude du Gouvernement.

- Ils se font le porte-parole des organisations syndicales, en protestant contre la décision du Comité ministériel de coordination économique et sociale sans consultation préalable du Comité de concertation de la sidérurgie.

- Ils se proposent d'intervenir à l'assemblée des élus de la province de Liège mais celle-ci n'a pu se saisir de l'affaire. Le ministre Merlot court-circuite la discussion devant l'assemblée en prétextant un incident de procédure.

Il est soutenu dans sa position par Gilbert Mottard, député socialiste de Liège (nommé ces jours derniers Gouverneur de la province de Liège).

- Le 7 janvier 69 : nouvelle intervention du député Levaux au Parlement.

Il dénonce la manoeuvre gouvernementale qui veut donner une coloration linguistique à l'affaire. Il montre que le Gouvernement a été plus soucieux des intérêts des trusts et plus spécialement des

trusts américains que de ceux des travailleurs (la rivalité avec la Société Armco-Pittsburgh a en effet joué dans la décision du gouvernement.

Lorsque le Ministre Merlot prétend n'avoir pas les moyens d'imposer une politique plus progressiste ou d'assurer une distribution géographique des entreprises, le député Drumaux lui demandera ce qu'il a fait, en tant que ministre socialiste, pour gagner ces moyens.

Monsieur le Ministre n'a pas répondu à cette question.

- Le 22.1.69 : nouvelle interpellation Levaux à F. Terwagne, ministre a.i. des Affaires économiques, sur l'anarchie et l'incohérence de la politique économique du gouvernement et sur le pillage des deniers publics au profit des trusts et holdings.

Pour remédier aux conséquences fâcheuses pour les travailleurs de la fusion des charbonnages de Campine, il propose : la désignation d'une Commission parlementaire d'enquête.

Pour la sidérurgie : il propose un contrôle sur les investissements et subventions; d'une manière générale il propose au PSB l'élaboration d'un programme qui combattrait le pillage des deniers publics au seul bénéfice des trusts et qui prévoirait des initiatives publiques cohérentes - le tout, sous contrôle ouvrier.

Il s'est heurté à une réponse évasive du ministre qui n'a laissé entrevoir aucun moyen pour combattre le rôle des grandes sociétés financières ni pour instaurer le contrôle ouvrier.

- Le 20.2.69 : le groupe communiste dépose une proposition de loi tendant à instituer une Commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles a été conclu l'accord du 18 septembre 1967 avec les Directions des charbonnages et les conséquences que cet accord a eues pour le Trésor public.

(Pour rappel: les sociétés charbonnières ont pu conserver les actifs non liés directement à l'exploitation et ont en outre reçu la garantie qu'un capital estimé à 1.360.000.000 Fr. leur serait remboursé. Or les sociétés procèdent actuellement à la réalisation de ces actifs et à des remboursements de capital alors qu'elles s'étaient engagées à investir au Limbourg).

- LES A.C.E.C.

Dès que fut connue l'offre d'achat des actions ACEC par Westinghouse et pour éviter que les ACEC ne passent sous contrôle américain, le député Glineur dépose un projet de loi contre-signé par tous les députés communistes. (12.2.69)

Le projet vise à permettre à l'Etat belge d'acquérir la majorité des actions des ACEC et à doter la nouvelle société d'un Statut de Régie Nationale. Ce Statut permettrait aux ACEC de poursuivre leur expansion et aux organisations syndicales de faire plus aisément valoir leur droit de contrôle pour garantir l'emploi.

- Le 13.2.69 : par Georges Glineur interpellation de Leburton sur le point de savoir pourquoi l'Etat belge ne rachèterait pas les actions des ACEC.

Réponse de Leburton.: Le gouvernement n'a pas l'intention d'utiliser de telles méthodes extrêmement coûteuses !

Or, il ne s'agissait que de déboursier 1 1/2 milliard alors que depuis 10 ans, 100 milliards de crédits à long terme et à taux réduit ont été accordés à des entreprises capitalistes par des institutions publiques, en vertu des lois dites d'expansion économique.

- Le 25.2.69 : nouvelle interpellation de Glineur au sujet des ACEC. Il ne s'étonne pas de l'attitude des capitalistes mais s'inquiète de la prise de position des ministres socialistes. Il rappelle que la préoccupation des communistes c'est de sauvegarder notre économie de la dépendance étrangère. En refusant la proposition communiste, Leburton refuse aux travailleurs la garantie par l'Etat, du respect des promesses patronales en matière d'emploi.

PLANIFICATION ET DECENTRALISATION ECONOMIQUES : PROJET DE LOI n° 125.

- Le 20.2.69 : le groupe communiste dépose des amendements tendant
 - 1) à fixer le plein emploi comme objectif fondamental;
 - 2) donner la responsabilité de l'élaboration du plan au Conseil National de l'Expansion économique plutôt qu'à un bureau du plan, technique et sans pouvoirs;
 - 3) à accorder à chaque conseil économique régional de réels pouvoirs de décision en matière économique notamment en les dotant d'une Société régionale d'Investissement et de développement habilitée à prendre des initiatives pour réaliser le plein emploi et la promotion industrielle - ce y compris la création d'entreprises industrielles publiques.

BUDGET DU TRAVAIL

- Le 16.1.69 : le député Levaux interpelle le Ministre Major sur le fait que les firmes étrangères installées en Belgique ne respectent pas la législation, les conventions et usages qui régissent les rapports entre les employeurs et leur personnel. Il cite plus particulièrement le cas de Ford-Genck mais de nombreuses autres entreprises sont dans le même cas.

Il propose à cet effet :

- de renforcer l'inspection du Travail;
- de procéder à une refonte et à une extension des pouvoirs et de la compétence des comités d'hygiène et des conseils d'entreprise et d'accorder le droit de veto aux comités d'hygiène tout au moins jusqu'à ce que les conseils d'entreprise se soient prononcées;
- d'accorder au Conseil d'entreprise le droit de regard sur l'évolution de l'emploi, les licenciements, l'embauche;
- de revoir le Statut des délégations syndicales (qui date de décembre 1947);
- de voter une loi accordant aux travailleurs le droit de se réunir régulièrement en assemblée syndicale à l'intérieur des usines;
- de prévoir que l'aide gouvernementale à certaines entreprises sera supprimée en cas de non respect des droits acquis par les travailleurs.

.../...

Le ministre Major a esquivé la réponse.

- Le 16.1.69 : le député Couteau interpelle sur le chômage des jeunes et contre les discriminations salariales à l'égard des femmes. Il demande au ministre Major à quoi servent les ministres socialistes au gouvernement si c'est pour y mener une politique réactionnaire.

Il demande : - l'instauration des crédits d'heures pour les jeunes;
 - le respect des dispositions du Traité de Rome prévoyant l'égalisation des rémunérations entre hommes et femmes;
 - que les patrons et compagnies d'assurances interviennent financièrement dans la formation des travailleurs en matière de sécurité et hygiène.

LA REVISION DE LA CONSTITUTION ET PROBLEME BRUXELLOIS.

- En décembre 1968 - Bruxelles : Réunion des signataires du Manifeste des 29.

Devant les difficultés et inconvénients que suscite le projet gouvernemental de Statut de Bruxelles, les parlementaires communistes et plus spécialement le député de Bruxelles souligne l'importance pour l'ensemble du pays, d'une négociation entre francophones et néerlandophones de Bruxelles pour éviter ainsi le risque d'une solution pour Bruxelles qui lui serait imposée de l'intérieur. Ils suggèrent que les organisations syndicales de la région bruxelloise prennent l'initiative de mettre les intéressés en présence.

D'une manière générale, ils soulignent que les projets gouvernementaux n'accorderaient en fait qu'une autonomie de façade tant en matière économique que culturelle.

- En janvier 1969: manœuvres du PLP pour régler les problèmes communautaires en "Table Ronde" en dehors du Parlement. Ils décident par conséquent de boycotter les séances publiques de la Chambre lorsque commencera le débat sur la revision de la Constitution (le F.D.F.-R.W. et V.U. s'alignent).

Les communistes, tout en n'étant pas d'accord avec les mauvaises solutions gouvernementales, décident de participer aux débats. Ils ne veulent pas faire le jeu des pires adversaires du fédéralisme et estiment que le Parlement doit jouer son rôle. Ils refusent de tomber dans le panneau du PLP qui cherche à aboutir à un tripartisme de fait.

DEFENSE NATIONALE

Déjà lors de la discussion du programme gouvernemental, les parlementaires communistes s'étaient élevés contre le maintien des dépenses énormes et inutiles telles que celles destinées à financer l'achat de chasseurs "Mirage" ou de tanks "Léopard" et contre l'achat de nouveaux escorteurs pour la flotte militaire. Les scandales, grands et petits du Shape ont particulièrement fait l'objet d'interpellations par le Sénateur R. Noël.

- Le 1.11.68 : il a demandé au ministre Seghers, ministre de la Défense nationale, l'utilisation prévue pour l'immeuble contigu à la caserne n° 6, rue des Soeurs Noires à Mons, à laquelle des travaux importants étaient effectués - il s'informe aussi du prix de ces travaux.

.../..

Réponse : aménagement d'un club d'officiers destiné à recevoir les officiers belges et étrangers se rendant en mission auprès du Shape - dont coût 3.939.615 Fr. (sans compter le prix de l'immeuble).

(pour mémoire l'Ecole Normale voisine était toujours à ce moment à l'état de taudis alors que pour ce prix on aurait pu mettre à la disposition des élèves une douzaine de classes préfabriquées).

Au cours du débat au Sénat (20.12.68) : R. Noël dénonce le scandale des 816 logements construits pour le Shape et dont seulement 225 sont occupés par des locataires et il démontre que l'engagement pris par le gouvernement précédent, sans consultation des Chambres, est inconstitutionnel.

Il a, en conséquence, déposé avec le sénateur Legasse un amendement tendant à supprimer cette dépense du budget de la Défense nationale. Mais l'amendement a été repoussé.

PREVOYANCE SOCIALE : LES PENSIONS.

- Le Protocole d'accord PSC-PSB annexé à la Déclaration gouvernementale présenté (Chambre 25.6.1968) prévoit en son point 127, d'augmenter les pensions de 9 % en 3 ans, soit 3 % par an.

Pour 1969 : le gouvernement propose :

- revenu garanti aux personnes âgées à l'âge normal de la pension: 30.000 Fr. ménage; 20.000 Fr. isolé;
- une somme de 400 millions sera affectée à cette mesure;
- pension des salariés
- majoration de 3 % au 1er juillet 1969;
- doublement du pécule de vacances;
- pension des Indépendants : majoration équivalente;
- constitution d'une Commission d'étude des différents régimes de pensions.

- Lors de la discussion du budget, le député Glineur, se basant sur la situation réelle des pensionnés dont le pouvoir d'achat en fait n'a cessé de baisser, préconise comme objectif n° 1 d'obtenir à 60 ans une pension égale à 75 % du salaire du manoeuvre de l'Etat. D'ailleurs la bataille de harcèlement qu'il n'a cessé de mener s'inspire du programme de la FGTB ... et des promesses électorales du P.S.B.

- MALADIES PROFESSIONNELLES

Lors du vote à la Chambre de la loi sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles, G. Glineur a empêché que se réalise un mauvais coup contre les pensions des mineurs victimes de la silicose. Son amendement tendant à obtenir que soit mis fin à la discrimination établie, dans la réparation des maladies professionnelles, par la loi du 24.12.63 et que le droit à la réparation soit accordé dès le début de la maladie - est retenu.

Par contre, son amendement en matière de cumul des allocations d'invalidité et les pensions de retraite en proposant que la loi inscrive que le cumul soit calculé en se référant au salaire journalier de 1968 et non de 1962.

Cet amendement n'a pas trouvé d'appui auprès d'autres parlementaires malgré l'appel lancé par la Centrale des Mineurs FGTB aux parlementaires socialistes.

Malgré ses insuffisances, les communistes votent la loi.

LES AGRICULTEURS

Le 20.12.68 : le groupe parlementaire communiste interpelle le Ministre de l'Agriculture sur la nécessité de s'opposer avec la plus grande fermeté au projet de liquidation accélérée des exploitations agricoles familiales préconisé par le Plan Mansholt de la Commission européenne du Marché Commun.

Il démontre que le projet technocratique de Mansholt vise à liquider la base même de notre économie agricole. Il propose une politique agricole qui : 1°) assure la stabilité des exploitations familiales notamment par une politique de prix rentables axée sur la réalité du prix de revient; 2°) lutte contre les monopoles des engrais azotés; 3°) qui lutte contre ceux qui se livrent à des abus dans le prix de location des terrains.

Il propose aussi la création d'industries nécessaires pour mettre en conserve les produits excédentaires et les envoyer aux pays en voie de développement.

CLASSES MOYENNES ET INDEPENDANTS

T.V.A. : le 7.1.69 : les parlementaires communistes soulignent le danger dans la tendance du gouvernement à s'en prendre, en matière d'impôts, aux petits commerçants.

Ils demandent que dès avant l'application de la T.V.A., des mesures soient prises pour garantir que la charge fiscale des petits commerçants ne sera pas accrue.

Pensions des Indépendants.

Le 2.7.69 : au Sénat : A. Mathieu, au nom des communistes, accepte de voter le projet de loi majorant de 4 % la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants tout'en l'estimant insuffisant.

Pour eux, ce projet doit être considéré comme un premier pas vers une rédefinition du statut social des indépendants.

INTERIEUR

27.1.69 : G. Glineur interpelle sur la dotation de l'Etat au Fonds des Communes. Il s'élève contre les amputations prévues malgré une certaine augmentation. Le P.C. ne suivra pas les socialistes qui cette année, en raison de la participation au gouvernement, approuvent ces amputations qu'ils avaient condamnées l'année précédente lorsqu'ils étaient dans l'opposition.

Glineur dépose un amendement tendant à augmenter la dotation d'un milliard étant donné la situation difficile - parfois même désastreuse - dans laquelle se trouvent les communes.

7.2.69 : le député communiste interpelle le Ministre de l'Intérieur sur le "World Trade Center". Il s'agissait de dénoncer :

1) les conditions insolites, très contestables et dommageables pour l'intérêt public, dans lesquelles ont été conclues des conventions immobilières et financières entre la ville de Bruxelles et cette société privée;

2) le non respect de la loi communale qui interdit aux communes de traiter en secret des affaires qui mettent en cause l'intérêt public.

.../..

Van den Boeynants, échevin des Travaux publics de la ville de Bruxelles, qui a mené cette opération et au seul profit d'une société privée, a été malmené par l'interpellateur. Le Ministre Harnegnies a du faire une déclaration impliquant la condamnation des méthodes employées par V.D.B.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE

20.2.69 : Lors de la discussion du budget, G. Glineur

- 1) montre combien est dérisoire le budget qui concerne les soins aux assujettis sociaux;
- 2) propose que le secteur A.M.I. dépende, non pas comme c'est le cas actuellement du Ministère de la Prévoyance Sociale mais du département de la Santé;
- 3) s'élève contre les lenteurs et attermolements en matière de programme hospitalier;
- 4) demande que soit enfin organisée la réforme générale des C.A.P. pour qu'elles jouent un véritable rôle social.

JUSTICE : L'AMNISTIE

24.1.69 : lors de la discussion pour la prise en considération d'un projet de loi accordant l'amnistie pour délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, le groupe du parti communiste s'élève contre cette prise en considération et propose son rejet. Il refuse de concevoir une amnistie en faveur de ceux qui en 1940-45 ont porté les armes contre la Belgique.

La prise en considération est rejetée par 107 voix contre 72 (PSC flamand - V.U. + un certain nombre de députés socialistes flamands et pour le PSC seulement Harmel).

II

MARS 69 : EN DEHORS DU PARLEMENT

- Préparation du Printemps Wallon :

- Les organisations syndicales de Wallonie appellent à des journées d'action wallonnes pour la défense de l'emploi et le sauvetage de la Wallonie.

- Le P.C. lance le mot d'ordre de pouvoir wallon.

- V.D.B. lance sa proposition de nouvelle constellation politique (mars 69).

- Le P.C. estime que l'heure de la décision est venue. Les revendications communautaires pour l'emploi sont refoulées. Les ministres socialistes ne jouent pas au gouvernement leur rôle de défenseurs de la classe ouvrière. Ils font obstacle au regroupement des forces de gauche nécessaire pour barrer la route à la droite qui prend l'avantage. Les communistes proposent que les ministres wallons du PSB sortent du gouvernement.

.../..

- Le 1er Mai, Collard lance son appel pour le Rassemblement des Progressistes.

 Au Parlement, les communistes vont s'attacher à donner une suite politique aux objectifs pour lesquels ils luttent avec la masse des travailleurs en dehors du Parlement.

T.V.A. : - le 7.2.69 : le groupe communiste dépose un amendement au projet, tendant à réduire de 20 % les taux d'imposition prévus et à inscrire dans la loi la liste des biens et services soumis à la T.V.A.

Cet amendement a été rejeté par 103 voix (PSC-PSB) contre 59 (PCB - RW-FDF - V.U. - PLP) -- majorité contre minorité.

Les communistes se sont différenciés des autres intervenants en abordant essentiellement l'aspect politique du problème.

Ils ont démontré les conséquences très dommageables pour la masse des consommateurs du mécanisme proposé et ont souligné les responsabilités décisives du PSB dans cette opération défendue avec vigueur par les ministres Snoy et Cools.

- SAUVEGARDE DE LA WALLONIE et les projets de décentralisation économique.

L'assemblée des élus wallons (réunie le 24.4.69) vote une résolution unanime pour la sauvegarde de la Wallonie.

Les parlementaires communistes demandent alors des initiatives parlementaires communes pour concrétiser dans l'immédiat les objectifs concrétisés dans cette résolution.

Mais les résistances de droite et aussi celles de socialistes freinés par la présence de ministres socialistes au gouvernement, n'ont pas permis d'atteindre ce but.

10 MAI 69 : Les parlementaires communistes wallons réclament la convocation d'urgence du groupe permanent de contact entre les parlementaires wallons et le Conseil Economique Wallon, pour prendre une série de mesures destinées à accélérer la décentralisation économique.

Ils envisagent notamment une démarche auprès du Premier Ministre et du Vice-Premier Ministre, pour obtenir que le projet de loi 125 sur la planification et la décentralisation économique ne soit pas joint aux discussions sur la revision constitutionnelle; ils proposent aussi une démarche auprès des Présidents de la Chambre et du Sénat pour obtenir la discussion d'urgence par les 2 Chambres du projet de loi 125.

Le projet 125 (décentralisation économique) est adopté par la Chambre le 17 juin 69.

Le P.C. vote contre, parce que le projet refuse clairement aux régions les moyens dont elles devraient disposer et que les amendements proposés par le P.C. ont été rejetés. Le projet est décevant et même dangereux par les désillusions qu'il provoquera.

Les amendements de Levaux visaient à :

1) assurer le plein emploi - son amendement est refusé sous prétexte que sa proposition allongerait le texte (un amendement de V.D.B. visant à accentuer le caractère centralisateur du projet a pourtant été accepté);

.../..

2) prévoir des obligations réelles pour les entreprises bénéficiant d'aides octroyées par l'Etat.
Cet amendement est refusé par les socialistes sous prétexte qu'il ne pourrait être applicable;

3) à ne pas limiter les initiatives industrielles publiques dans les seuls cas de carence du privé - sinon on court le risque d'ici quelques années de prétexter que le secteur public est incapable de s'occuper de façon efficace en matière économique;

4) introduire, dans la loi, le contrôle ouvrier et syndical au niveau des entreprises bénéficiant de l'état (cet amendement répond à la revendication mise en avant par le Front Commun Syndical) mais a néanmoins été rejeté.

Il a été acquis, suite à l'exigence du gouvernement, que tous les amendements de la majorité PSC-PSB soient retirés et que tous ceux de l'opposition soient repoussés.

Levaux a démontré qu'en fait de planification, il planifie essentiellement le soutien matériel et financier amplifié des pouvoirs publics à l'industrie privée, et en fait de décentralisation, il décentralise la consultation à l'exclusion de tout pouvoir réel de décision aux régions.

LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Elle rencontre de grosses difficultés en raison:

1°) du refus systématique du gouvernement de tenir compte de la volonté qui s'est exprimée en faveur des 3 régions dotées de larges pouvoirs en matière politique et économique et d'accepter de procéder à des consultations des populations concernées là où il y a contestation sur les limites des régions;

2°) les difficultés pour le gouvernement de trouver la majorité constitutionnelle exigée pour permettre la revision.

Les parlementaires communistes dans une résolution (10 juin 69) constatent que les propositions du gouvernement ne constituent qu'une parodie de réforme destinée à maintenir l'essentiel des structures unitaristes et centralisatrices qui ont fait leur temps.

Leur position consistera :

1) à participer aux séances publiques du parlement pour défendre leurs positions (ils se distancent donc du PLP et du FDF qui décident de boycotter les séances);

2) à ne pas accorder au gouvernement le quorum constitutionnel indispensable pour faire adopter des solutions qui n'iraient pas dans la voie du fédéralisme.

C'est ce que le sénateur René Noël défendra au Sénat le 11.6.69.

En outre, il déposera une proposition de loi (appuyée par le Sénateur Lagasse) introduisant dans la Constitution le Droit pour les Belges au Referendum d'Initiative populaire.

POUR BRUXELLES : le groupe communiste dépose, le 24.6.69, une proposition de loi instituant un statut de Bruxelles, capitale de la Belgique fédérale. (il sera pris en considération par le parlement le 21.10.69).

Ce statut tient compte du rôle spécifique de Bruxelles comme capitale et du fait qu'à Bruxelles coexistent une majorité francophone et une minorité néerlandophone.

Le but est donc de créer les conditions pour que les deux vivent en harmonie et que les droits des uns et des autres soient respectés d'égale manière.

La première étape consistera à délimiter les limites territoriales.

DEFENSE DE L'EMPLOI

- Situation à l'entreprise Cuivre et Zinc dans la région liégeoise : le député M. Levaux interroge le ministre Leburton sur l'avenir de l'industrie des métaux non ferreux et se fait l'interprète de l'inquiétude qui s'exprime dans la région (14 mai 1969).

Il montre combien une intervention des pouvoirs publics s'avère indispensable pour la création d'activités nouvelles qui assureraient le maintien et le développement de l'emploi.

Le 19 mai le député rend compte aux travailleurs de l'entreprise.

- Les menaces sur les Cockerries du Marly

Le projet conçu par V.D.B. d'un aménagement du territoire qui favorise la spéculation foncière et qui répond à sa conception de Bruxelles, "ville de services", menace 1500 à 2000 emplois aux Cockerries.

Le 24.6.69 : le groupe parlementaire du P.C. se fait le porte-parole des organisations syndicales de la région de Bruxelles et il obtient du Parlement unanime le vote d'un ordre du jour mettant en échec les projets de V.D.B.

LA DEFENSE NATIONALE

7.3.69 : discussion du Budget - Chambre

Le groupe parlementaire P.C. démontre que la politique militaire de la Belgique est étroitement liée à ses options en politique extérieure et il dénonce l'escalade des dépenses militaires.

Il souligne que le budget des dépenses militaires est le triple de celui prévu par la Santé Publique et le logement.

Ils réaffirment la position des communistes pour la dissolution simultanée des 2 Pactes (impliquant des mesures de désarmement et que les troupes étrangères, quelles qu'elles soient, rentrent dans leurs pays respectifs.

Sénat : A. Mathieu a plaidé pour une réduction des dépenses militaires au bénéfice de dépenses sociales et d'éducation beaucoup plus urgentes. Il demande une réponse positive de la Belgique à l'appel lancé à Budapest par les pays du Pacte de Varsovie pour une conférence sur la Sécurité européenne. Il propose une réduction d'un milliard au profit d'oeuvres de vie et souligne la répercussion que pourrait avoir ce geste symbolique.

25.4.69 : Chambre : Des hauts gradés militaires interviennent dans les affaires politiques, contrairement à ce qu'exige le règlement militaire. D'où interpellation par le porte-parole du P.C. qui dépose un ordre du jour demandant au Ministre de faire taire les colonels trop bavards et trop ambitieux, et de leur rappeler qu'ils n'ont pas à intervenir dans les affaires politiques.

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion par M. Drumaux du budget, à la Chambre le 7/3/69: pour lui, l'exercice Harmel (présenté à la dernière séance de l'OTAN) ne tend qu'à prolonger l'OTAN.

Il propose la neutralité active et demande au gouvernement d'établir un plan de dégagement progressif à l'égard de l'Alliance Atlantique. En attendant, il préconise le blocage de toute aggravation.

Au Sénat, le 21/5/69, René Noël attaque ceux qui invoquent la regrettable intervention militaire en Tchécoslovaquie mais refusent de condamner les agressions sanglantes des U.S.A., que ce soit à Saint Domingue ou au Vietnam, sans parler de ce qui se passe en Grèce ou dans les colonies portugaises. Lui aussi, il plaide pour une politique de neutralité active et démontre que les justifications d'Harmel aboutissent à renforcer l'immobilisme atlantique, périlleux et coûteux.

INTERPELLATION AU MINISTRE DES COMMUNICATIONS

Le 25 mars 1969 : catastrophe ferroviaire à La Louvière qui coûte la vie à 15 personnes.

Le 21/5/69 au Parlement, le député Couteau dénonce les vrais responsables de la catastrophe :

- 1) la politique dite de "rationalisation" de la SNCB qui conduit à un démantèlement du caractère public de la société,
 - 2) les carences de la SNCB en matière de sécurité du personnel (créées par le souci de rationalisation),
 - 3) les conditions de travail indignes imposées aux cheminots.
- Il demande au Ministre de faire admettre par la SNCB les solutions préconisées par les organisations syndicales.

EDUCATION NATIONALE

Le 4/6/69, R.Noël propose au Sénat l'organisation d'une Conférence Nationale pour une nouvelle politique scolaire, réunissant les représentants qualifiés des enseignants, parents, étudiants, pouvoirs publics, syndicats, partis politiques.

Il adjure le Ministre socialiste d'abandonner le projet qu'il a repris à son prédécesseur PLP sur le problème du statut du personnel enseignant et qui met en cause le droit de grève.

Le Ministre Dubois serait dans ce cas en contradiction avec les positions qu'il a lui-même défendues lorsqu'il n'était pas ministre.

Discussion du Budget 1969

Le 2/7/69, les communistes ont refusé de discuter en juillet un budget de 50 milliards dont plus de la moitié a déjà été dépensé.

Par ailleurs, ils ont demandé des garanties pour l'enseignement universitaire de l'Etat.

DISCUSSION DU BUDGET DE LA PREVOYANCE SOCIALE

Le 7/3/69 à la Chambre, G.Glineur : globalement estime-t-il, la politique sociale du Gouvernement actuel ne se différencie pas de celle du Gouvernement précédent. Si des lois nouvelles avantageant les travailleurs sont votées, des milliers de travailleurs n'en bénéficient pas dans la réalité, parce qu'elles sont accompagnées d'augmentations des charges sociales à supporter par les travailleurs. Il argumente en faveur de la pension à 60 ans au montant de 75 % du salaire calculé sur la moyenne des 5 meilleures années de la carrière.

Il dénonce l'orientation de la politique sociale du Gouvernement comme opposée aux intérêts de la classe ouvrière.

Au Sénat, A. Mathieu intervient pour que l'AMI devienne un véritable service public.

En ce qui concerne le projet établissant le "revenu minimum garanti" pour les personnes âgées, il est d'accord avec le principe mais dénonce la réalité qui conduirait à accorder une pension de 55 Frs par jour c.à d. une intervention inférieure aux subsides accordés par les CAP. Il réitère sa proposition, rejetée en Commission, d'établissement d'un impôt de solidarité de 1 % sur les revenus dépassant 500.000 Frs.

Pensionnés mineurs

Le 25/4/69, Glineur plaide en faveur des pensionnés mineurs et proteste contre les lenteurs mises par le Gouvernement à régler le problème du cumul des pensions de retraite avec la rente en réparation pour maladie professionnelle. Il réclame la parution des arrêtés d'exécution de la loi du 4 décembre 68 sur les maladies professionnelles.

Le 4/6/69, discussion du projet de loi du Gouvernement prévoyant une augmentation des pensions de 12 % étalée sur 3 ans.

Glineur constate que si ce projet est le bienvenu, il ne correspond pas aux besoins profonds des travailleurs ni aux conditions de vie réelles.

C'est pourquoi, il reprend sa proposition d'une 1^{ère} étape de 75.000 Frs pour un ménage et 60.000 Frs pour un isolé — accepter ces propositions, serait simplement pour les partis au pouvoir, le respect de leurs engagements.

Discussion du projet de loi modifiant l'AMI

Les Communistes ont refusé de voter ce projet bien qu'ils aient été d'accord sur deux des quatre objectifs, à savoir:

- 1) extension de l'AMI à l'ensemble de la population;
- 2) extension et unification du statut social des médecins, dentistes et pharmaciens.

Mais ils ne pouvaient marquer leur accord sur la fixation des nouvelles règles pour les ressources de l'AMI ni sur la modification des règles de calcul des frais d'administration des organismes assureurs.

Le Parti Communiste a expliqué son opposition au pluralisme des mutualités qui provoque des dépenses administratives particulièrement onéreuses. Il estime qu'il doit faire place dans un avenir rapproché à un Service National de Santé et à des services sociaux régionaux placés sous le contrôle des organisations ouvrières. Il s'oppose également au projet qui renforce les pouvoirs du service de contrôle médical des patrons et permettra d'accentuer la chasse aux malades, le plus souvent au détriment de la santé des travailleurs.

Projet de loi octroyant aux handicapés des allocations

Discussion à la Chambre le 2/7/69.

Constatant que le projet gouvernemental se limitait à octroyer une allocation aux seuls handicapés à 100 % alors que le Conseil Supérieur des handicapés réclame un traitement uniforme à tous les handicapés quelle que soit la nature et l'origine des affections, G. Glineur dépose un amendement visant à mettre l'allocation spéciale prévue en faveur des handicapés à 100 % sur le même pied que celle déjà octroyée aux estropiés mutilés à 100 %.

A la demande du Ministre, cet amendement fut rejeté. Compte tenu du progrès qu'il constitue par rapport au néant du passé, le Parti Communiste a voté le projet dans son entièreté (ce fut un vote unanime).

MINISTERE DU TRAVAIL

Travail des Etrangers

Le 26/3/69 à la Chambre, Couteau interroge le Ministre sur les mesures annoncées contre les travailleurs étrangers.

AGRICULTURE

Le 4/6/69, lors de la discussion du budget de l'agriculture, le député communiste démontre que seuls les holdings tirent profit de la politique agricole adoptée, tandis que l'exploitation familiale est gravement menacée. La Belgique n'avait pratiquement plus rien à dire; il ne lui reste qu'à entériner les décisions de la politique Mansholt.

VICTIMES DE LA GUERRE

Le 18/6/69 est discuté à la Chambre le projet de Loi majorant le taux des pensions de guerre, établissant un régime de liaison des rentes de guerre à l'index des prix de détail, modifiant certaines dispositions des lois sur les pensions de réparations.

Le projet est satisfaisant à plus d'un égard, a dit Glineur, et rejoint de nombreux amendements communistes déposés déjà sous le Gouvernement précédent, mais le contentieux qui existe entre le Gouvernement et les victimes du devoir patriotique reste pendant et Glineur propose le dépôt d'un projet de loi réglant définitivement ce contentieux par étalement sur les années à venir.

INTERIEUR

Le 4/6/69 au Sénat, A. Mathieu intervient en faveur du droit de vote à 18 ans, mais insiste pour que ce droit soit accordé aussi pour les législatives.

III.

OCTOBRE 1969 : Rentrée Parlementaire

- Le Gouvernement s'enlise de plus en plus dans les problèmes de la Revision Constitutionnelle — malgré l'installation du groupe de Travail des "28".
- Les luttes sociales et batailles contre la hausse des prix vont prendre de l'ampleur.

Déjà le 24/9/69, devant les attermolements, les pressions de la droite, le groupe parlementaire PC propose publiquement aux élus wallons qui se réclament de la démocratie et des travailleurs, de prendre l'initiative de convoquer l'Assemblée des Parlementaires wallons pour définir les droits réels que la Wallonie réclame.

La proposition reste sans suite.

REVISION CONSTITUTIONNELLE :Appréciations sur les travaux des "28"

Le 7/10/69, le Groupe Parlementaire constate qu'il n'y a pas de solution démocratique valable sans négociations entre les Communautés.

Ils soulignent que le maintien d'un seul état passe par la reconnaissance de l'existence des 2 communautés et des 3 régions qui composent la Belgique.

Ils déplorent que la majorité de la Conférence s'engage sur le chemin d'une décentralisation régionale non démocratique et d'allure corporatiste.

C'est pourquoi, ils précisent les conditions auxquelles ils pourraient accepter un accord :

- que les organes culturels et économiques régionaux soient composés uniquement d'élus directs
- que le Conseil d'agglomération de Bruxelles soit élu, dès la première élection, au suffrage universel et direct et par un seul collège électoral
- que les organes régionaux disposent de pouvoirs réels de décision
- que le territoire des régions économiques corresponde à celui des 3 régions reconnues : Flandre, Wallonie, Bruxelles.

Le 7 /11/69 : Drumaux déclare que c'est l'impasse. Le regroupement des progressistes constitue un préalable à une solution des problèmes communautaires et non l'inverse.

Déclaration de Drumaux au Parlement le 23/12/69, justifiant à nouveau la présence des communistes :

- 1) le Parlement doit faire son travail
 - 2) empêcher que ne se crée une situation favorable aux menées tripartistes
- mais il rend le Gouvernement responsable de la situation en n'ayant pas favorisé la recherche de bonnes solutions.

Le 24/2/70, devant la nouvelle proposition gouvernementale, soutenue à la fois par Vanden Boeynants, Cools et Terwagne (qui eux se revendiquent du fédéralisme), déclaration de Drumaux : les nouvelles propositions tendent à désamorcer ~~les~~ le fédéralisme, et à mettre en place un état qui garantirait les intérêts de la bourgeoisie.

En ce qui concerne Bruxelles, son député précise que le PC n'accepte ni tâche d'huile économique
ni carcan linguistique.

Il faut fixer les limites du territoire, et consulter les populations intéressées.

En juillet 1970, la révision de la Constitution est toujours bloquée. Les Parlementaires communistes rappellent que l'échec est dû au fait que le Gouvernement sous un pseudo-régionalisme a voulu maintenir les conceptions unitaristes périmées.

Pour accélérer la solutions fédéraliste, ils appellent le Mouvement ouvrier à agir et à se départir de ses illusions sur les mérites du projet 125 invoqués par les ministres socialistes et les dirigeants PSB.

DISCUSSION DU BUDGET DES VOIES ET MOYENS POUR 1970

Indexation des Barèmes fiscaux :

— Alors qu'en octobre la FGTB avait réclamé une véritable indexation, la pression publique ralentit et s'interrompt même au moment où le 18 novembre s'entame au Parlement la discussion de ce budget. Le député communiste est seul pour réclamer l'indexation des barèmes fiscaux pour les revenus allant jusqu'à 250.000 Ers.

Il rappelle au Vice-Premier Ministre qu'il a jadis proclamé qu'il ne fallait pas réaliser l'équilibre budgétaire sur le dos des travailleurs.

L'emploi

- le 10/12/69 au Parlement, le député communiste montre l'incohérence de la politique du Gouvernement.

Elle s'avère incompatible avec l'objectif de plein emploi : en pleine haute conjoncture, il prend des mesures "anti-surchauffe", des mesures de freinage à une expansion réelle et qui lèsent les travailleurs.

- Lors de la discussion du Budget de l'emploi au Sénat, Mathieu, le 24/2/70, s'inquiète du maintien du taux relativement élevé du chômage en Wallonie, malgré la haute-conjoncture — celle-ci doit bénéficier à tous les travailleurs (hommes et femmes).

AFFAIRES ECONOMIQUESLes Prix

Pour éviter que les contrats-programme (fixation des prix) inventés par le Ministre Leburton ne servent en définitive le patronat, le groupe parlementaire communiste dépose le 23/12.69 un amendement tendant à faire consulter les conseils d'entreprise avant toute conclusion définitive d'un contrat programme.

Les communistes dénoncent le danger de la formule de suppression du respect des prix maximum qui en fin de compte risque d'aboutir à la suppression des prix "limite".

La grève des mineurs du Limbourg pour la défense de leur pouvoir

d'achat.

Le 9 janvier 70, le Bureau Politique du Parti Communiste charge le parlementaire communiste d'interpeller. L'interpellation qui a lieu le 20/1/70, souligne que la responsabilité du Gouvernement, le souci prioritaire du Gouvernement doit porter sur la satisfaction des revendications des mineurs puisque pendant des années il a jeté des milliards à la tête des patrons charbonniers. A cette prise de position, le Ministre Leburton répond par un plaidoyer en faveur du capitalisme. Il affirme que le programme des mineurs est le meilleur qui soit et il est de leur intérêt de ne rien perturber afin d'éviter une accélération de la fermeture des mines.

Le 5/2/70 : nouvelle interpellation sur la décision profondément regrettable prise avec l'accord du Gouvernement, de rejeter, sans discussion ni négociation préalables, les revendications légitimes des 15 % posées par les mineurs. Il rappelle que les accords pris en décembre 69 et janvier 70 à la Conférence Nationale mixte des Mines l'ont été sans consultation des mineurs.

— Le député Levaux s'adresse aux parlementaires socialistes liégeois pour leur demander d'appuyer la revendication d'indexation des barèmes fiscaux.

Le groupe des Parlementaires Communistes déclare, dans une résolution du 7/11/69 :

La décision gouvernementale fait fi des revendications des organisations syndicales; elle est dérisoire et ne concerne que 10 % des salariés, ceux dont les revenus n'atteignent pas 70.000 Frs.

Ils insistent auprès des travailleurs et auprès de leurs organes qu'ils interviennent auprès des élus des autres partis afin que puisse se dégager à la Chambre une majorité qui déciderait de l'application d'une véritable indexation.

21/11/69 : nouvelle déclaration du Groupe Parlementaire Communiste : puisque le Gouvernement prétend que l'indexation des barèmes fiscaux, telle qu'elle est préconisée par le PC et les syndicats coûterait à l'état environ 3 milliards, les Parlementaires proposent que le taux de taxation des bénéfices de plus de 3.000.000 Frs des sociétés soit porté de 30 à 40 %.

Le 23/12/69 : Le Gouvernement procède à une adaptation sous la pression des syndicats et de l'action du PC à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement, des barèmes fiscaux. Le Gouvernement a consenti à lâcher un peu de lest. Le bénéfice de l'adaptation s'étend aux revenus jusqu'à 8.300 Frs par mois, alors qu'initialement le projet se limitait aux revenus de 5.800 Frs par mois.

Lès Communistes montrent que le Gouvernement aurait pu faire bien davantage et ils avaient indiqué la voie : la taxation des sociétés dont les bénéfices dépassent 3 millions par an.

Au Sénat, Mathieu revient à charge avec les propositions communistes, mais celles-ci sont repoussées par la majorité PSB-PSC.

Le 22 mai 1970 : la loi sur l'aménagement des barèmes fiscaux est votée — aucune des propositions du Parti Communiste n'a été acceptée.

Décentralisation économique (le 125)

— Lors de la discussion du projet de Loi 125 en Commission du Sénat (juillet 70), le Parti Communiste dépose à nouveau des amendements tendant à l'octroi de pouvoirs réels. Ils sont rejetés.

— Le projet étant revenu à la Chambre le 7/7/70, les Communistes votent à nouveau contre.

Justification : Il (125) permettra aux grosses sociétés de réaliser leur propre plan économique en l'intégrant dans celui du gouvernement, tout en bénéficiant d'avantages économiques, financiers et fiscaux énormes.

Le 10/2/70 : le problème revient devant le Parlement :
 - Les Patrons et le Gouvernement ont la même position : les mineurs doivent être raisonnables sinon c'est la rupture de l'équilibre économique.

Les parlementaires communistes, proposent eux pour trouver les ressources nécessaires pour payer les augmentations réclamées, - d'établir un impôt sur les super-bénéfices des sociétés, - de revoir le statut des Charbonnages en les mettant en Régie ou en les nationalisant, - de réunir une Conférence Nationale du Travail, comme le réclament les Syndicats, - de constituer la Commission d'Enquête demandée déjà il y a 1 an, sur la fusion des Charbonnages de Campine.

A défaut de telles mesures, le Gouvernement apparaît comme complice du pillage des deniers publics par les sociétés charbonnières.

Discussion du Budget des Affaires Economiques

Le Député Drumaux, aux Ministres Delmotte et Leburton, sur l'économie générale du budget :

Il n'y a pas de politique économique dans le pays — l'intervention du Gouvernement se fait de façon empirique et la planification est illusoire : la décentralisation doit s'accompagner d'une nécessaire démocratisation des organes de décision, mais l'état se borne à financer les initiatives du privé et elles seules tirent profit de l'argent de la collectivité (voir les 210 milliards dépensés en 10 ans en Wallonie alors que l'industrie a regressé - voir la situation du Borinage). Il faut pour chacune des 3 régions un pouvoir d'investissement public.

Les mesures anti-surchauffe servent en définitive à justifier une certaine austérité et à appuyer la résistance patronale aux revendications des travailleurs.

Les ACEC

Le rechat des ACEC par Westinghouse se réalise le 26/12/69. Leburton a accepté la cession sans consultation des syndicats.

Bien que le Gouvernement ait promis d'exiger des garanties de la part de Westinghouse et d'apporter sa propre caution, la situation n'est pas claire.

C'est pourquoi, le Groupe parlementaire communiste, souligne, lors de la discussion du budget, que dans l'état actuel des choses, l'essentiel devient la garantie du maintien et du développement de l'emploi, de la recherche et des droits acquis en matière de libertés syndicales.

Il demande que Leburton exécute rapidement l'engagement pris de réunir la nouvelle Direction ACEC, les syndicats et le Gouvernement.

Il propose que le Gouvernement achète un certain nombre d'actions pour avoir sa place au Conseil d'Administration.

Réponse de Leburton : il n'a pas le droit de douter de la parole donnée par Westinghouse sur les garanties. Il déclare ne pas être désarmé en cas de non respect de l'accord.

12/5/70 : interpellation en même temps que Moreau et Califice: les prétendues garanties sont illusoires puisque les ACEC doivent, pour toute négociation importante en référer au préalable au siège de Westinghouse aux Etats-Unis et ce n'est pas le statut de société de droit belge qui protège les travailleurs. Il s'élève contre la décision du Gouvernement d'octroyer un subside de plus d'un milliard aux ACEC-Westinghouse alors qu'il a refusé, sous prétexte du coût trop élevé, le rachat des titres ACEC par l'Etat pour 1½ milliard.

La grève générale au Charbonnage du Hazard, pour un accident

mineur, provoqué par le partonat.

Interpellation par le député Levaux au Ministre Leburton (5/5/70)

Le partonat utilise l'incident pour justifier ultérieurement des réductions d'emploi, peut-être même la fermeture.

Le Gouvernement devrait intervenir auprès de la direction Charbonnière pour l'amener à une attitude plus raisonnable.

Le Gaz naturel

Interpellation du député Couteau le 13/1/70.

Après le sinistre de Haine-St-Paul, qui a provoqué 8 décès et 47 blessés et détruit plusieurs maisons, le Député Couteau n'accepte pas la version officielle qui camoufle les véritables responsables et se retranche derrière une calamité naturelle. Pour lui, c'est le profit qui est passé avant la sécurité.

Il met en cause tant la société mixte DISTRIGAZ, chargée de commercialiser la distribution du gaz en Belgique, que l'Etat qui détient une partie du capital de DISTRIGAZ et n'a pas cherché à imposer le respect des règles de sécurité.

A cela, le Ministre Leburton rétorque que les capitaux fournis par l'Etat à DISTRIGAZ ne lui donnent pas la moindre possibilité d'intervention.

TRAVAUX PUBLICS

Les travaux portuaires

Se référant à la démission rapportée du Ministre De Saegher au sujet des problèmes portuaires, les communistes font remarquer aux Ministres socialistes qu'ils n'ont pas eu la même attitude pour défendre les revendications des 22.000 mineurs limbourgeois en grève.

Dans son intervention du 27/1/70, le député Levaux refuse de s'engager dans une discussion technique. C'est dans le cadre de garanties réelles d'emploi pour la Wallonie qu'il pose les problèmes en insistant pour un plan global de Travaux publics.

Devant des réponses contradictoires des Ministres Cools et De Saegher, il craint que le Parlement soit mis devant le fait accompli.

Il souligne qu'il n'y a pas une véritable politique nationale des Travaux publics. Il demande à connaître les compensations prévues pour la Wallonie après la décision de créer une écluse de 125.000 tonnes à Zeebruges. Le pipé-line vers Liège sera-t-il construit ? La sidérurgie et la pétrochimie seront-ils concentrés autour des ports ?

Monsieur le Ministre se dérobe et prétend ne s'occuper que de l'infrastructure et non pas de la localisation des entreprises.

Le député communiste s'élève contre la privatisation du port d'Anvers, dénoncée par la CGSP.

Il suggère une Régie d'Etat par les Travaux Publics.

Il exprime la crainte que des initiatives industrielles publiques ne se réaliseront pas tant que tous les avantages des crédits de l'état seront accordés au privé sans contrôle des pouvoirs publics.

Pipé-line Rotterdam-Anvers

Le parlementaire communiste exprime sa réprobation devant des projets calculés en fonction des seuls intérêts des promoteurs.

PREVOYANCE SOCIALE

Déficit AMI

Glineur au Parlement le 12/12/69, montre comment on pourrait efficacement réduire le déficit de l'AMI, évalué à ce moment à près de 3 milliards, sans chercher des solutions par des cotisations supplémentaires à charge des travailleurs, des malades et des retraités.

Il propose :

- de taxer les sociétés d'assurances, dont les profits augmentent par l'extension de l'Assurance Maladie Invalidité à toute la population mais sans pour autant permettre qu'augmente les coût des polices d'assurances.
- de nationaliser le secteur par un impôt spécial.
- de taxer l'industrie des médicaments sans permettre une augmentation des prix de détail des produits pharmaceutiques.
- de procéder à la suppression du pluralisme des mutualités, par l'instauration d'un Service National de Santé.

Telle n'est pourtant pas l'orientation du Gouvernement puisque son projet est directement inspiré de celui de la FIB.

Au Sénat, Albert Mathieu demande le 23/1/70, que l'ensemble des problèmes de l'INAMI soient revus et spécialement celui de la vente des spécialités. Il reprend les propositions faites par Glineur à la Chambre.

AFFAIRES ETRANGERES

Discussion du budget

Le 10/2/70, le député Drumaux dénonce dans la conception européenne du Gouvernement le danger de création d'un pouvoir politique supra-national. Dans les relations Est-Ouest, il souligne les contradictions de la politique de Harmel qui en fait est celle de l'OTAN.

La Belgique doit avoir une politique autonome. Il propose : la neutralité active.

Extension de l'agression américaine contre le Cambodge

Interpellation du député Drumaux (le 5/5/70): la Belgique doit se désolidariser de cette nouvelle agression et en informer ses alliés à l'OTAN.

Il demande au Gouvernement d'appuyer toute initiative conduisant à un règlement du conflit sur la base du retrait de toutes les troupes américaines et de celles de leurs alliés.

DEFENSE NATIONALE

Le 2/6/70, le député Couteau interpelle sur la constitution d'une commission pour la création d'une "Division spéciale anti-subversive", qu'il qualifie d'instrument dangereux contre les courants progressistes.

Le 10/3/70 au Sénat, lors de la discussion du budget, A.Mathieu intervient :

- 1) sur les logements inoccupés construits pour le Shape
- 2) pour connaître les compensations prévues aux achats de chars Léopard.

INTERIEUR

La répression

Le Groupe parlementaire Communiste intervient pour protester contre l'intervention de la police et des forces de répression contre des travailleurs en grève.

- le 2/12/69 : après l'intervention contre les travailleurs en grève de chez Citroën;
Un ordre du jour de protestation du groupe PC est contre-signé par V.Larock et De Serano.
- Le 7/1/70 : à propos de la grève à Michelin (Leeuw St Pierre)
A une question posée par le député communiste sur le rôle de la gendarmerie, le Ministre Harmegnies blanchit "l'autorité", qui selon lui s'est comportée sans qu'il puisse lui faire le moindre reproche.
- Le 9/1/70 par le député Levaux, à la suite de l'intervention à l'entreprise Texter.

ENSEIGNEMENT ET EDUCATION NATIONALE

L'annonce d'une interpellation par le député Drumaux pour que le Centre universitaire de Mons obtienne le statut d'Université d'Etat, a fait accélérer l'examen du problème et la décision du Gouvernement.

A la séance de la Chambre du 5/5/70, le Ministre a annoncé la décision favorable.

DISCUSSION DU BUDGET AGRICULTURE

Le 19/3/70, le député communiste constate l'échec de la politique agricole du Marché Commun. Il propose pour l'immédiat, de régionaliser la politique agricole. Avec des parlementaires de toutes les autres fractions politiques, il demande au Ministre de l'Agriculture de ne faire, au cours des négociations, aucune concession de nature à réduire les revenus professionnels des agriculteurs.

PARLEMENT 1970-71

=====

L'année sera marquée par l'entrée en application de la T.V.A. et par des luttes des travailleurs indépendants et paysans pour la défense du pouvoir d'achat.

La perspective d'éventuelles élections anticipées pèse sur le gouvernement.

Les élections communales du 11.10.70 démontrent particulièrement à Bruxelles que l'électorat rejette la conception gouvernementale en matière communautaire. Le gouvernement pour tâcher d'en sortir de ses difficultés "globalise" les problèmes. En juillet, il obtient le vote d'une série de lois et en septembre, pour éviter d'aborder de nouvelles difficultés, fait prononcer la dissolution des Chambres.

REVISION CONSTITUTIONNELLE (les partis de la majorité plus V.U. et P.V.V.)

BRUXELLES

- Après que les partis de la majorité soutenues par la V.U. et par le P.V.V. aient fait passer au Sénat le vote de l'art.(3 ter) en juin 1970 concernant le statut de Bruxelles, votes qui ont provoqué la constitution par le F.D.F. et le P.L.P. du Comité de Salut public, le député communiste tient une conférence de presse. Il alerte l'opinion publique sur le fait que ce vote peut créer les conditions d'ouverture vers un gouvernement tripartite ou un pouvoir fort (V.D.B. et Van Audenhove).
Il souligne qu'il n'y a pas de solution valable en dehors d'une négociation réelle entre les 2 communautés. La véritable défense de Bruxelles doit éviter de pousser à l'affrontement entre les 2 communautés. Il souhaite que le mouvement ouvrier, aux prises à ce moment avec de nombreux conflits sociaux, puisse contribuer à barrer la route aux aventuriers et à l'établissement d'un statut réellement démocratique de Bruxelles.
- Au lendemain des élections communales du 11 octobre 1970, qui, à Bruxelles, ont exprimé l'opposition du corps électoral au compromis gouvernemental et la volonté de la reconnaissance d'une région bruxelloise bilingue, le groupe parlementaire communiste provoque un débat parlementaire sur les leçons que le gouvernement doit tirer du scrutin et sur les responsabilités qui pèsent tout particulièrement sur les ministres socialistes qui ne prennent pas les mesures nécessaires pour procéder à une véritable décentralisation avec des pouvoirs réels aux régions.
- Le 10.11.70 : une délégation du groupe parlementaire communiste se rend chez Eyskens pour préciser les conditions minimales requises pour que les communistes demeurent en séance lors du débat sur la révision constitutionnelle (son but c'est d'enrayer une escalade linguistique qui pourrait ouvrir la voie à un "pouvoir fort").

Conditions :

- abandon du projet "d'institutionnaliser" le carcan autour des 19 communes de Bruxelles.

- ne pas bloquer la possibilité de consulter les populations sur la fixation des limites de l'agglomération bruxelloise;
- instauration de la liberté du père de famille pour le 1.9.71.
- vote préalable du 107 quater sur l'organisation des régions politico-économique.

A l'issue de cette démarche, ils précisent qu'ils réservent leur position et prendront les décisions qui s'imposent en fonction des propositions que fera le gouvernement.

- Lorsqu'après d'interminables marchandages entre le gouvernement et le P.L.P., le gouvernement parvient à présenter au vote de la Chambre les articles de revision de la Constitution, le groupe parlementaire communiste vote contre : les nouvelles dispositions prévues par le gouvernement, loin d'éliminer les obstacles au fédéralisme et même au régionalisme, tendent au contraire à les enforcer.

INSTITUTIONS

- Devant le risque grandissant de voir le gouvernement et les partis traditionnels ne pas respecter l'engagement pris d'instaurer le 1er septembre 1971, le libre choix effectif de la langue dans l'agglomération bruxelloise, l'ensemble du groupe parlementaire communiste dépose le 23.6.71 un projet de loi visant à assurer aux habitants de l'agglomération le droit et les moyens de faire instruire leurs enfants dans la langue de leur choix dès le 1er septembre 1971.

- Projet de loi de constitution de groupes linguistiques dans les deux Chambres.

Le Sénat adopte le projet par 123 voix pour et 8 abstentions (FDF-RW).
Le P.C. vote pour - également à la Chambre.

- Création des Conseils culturels : (projet n° 400)

Le gouvernement finit par trouver une majorité (avec l'appui du PLP) pour voter le projet, mais le groupe communiste vote contre - son amendement tendant à rétablir le parallélisme entre l'autonomie culturelle et l'octroi de pouvoirs aux régions ayant été rejeté.

(Le vote de l'article 107 quater (réforme des régions) est reporté).

AFFAIRES ECONOMIQUES

=====

EMPLOI et EXPANSION ECONOMIQUE

- Absorption des Ateliers Pégard (à Andenne) par la firme américaine Kearney-Tricker.

Le député Levaux interpelle le Ministre Leburton (16.6.70) sur la décision d'accorder à la nouvelle firme une aide de l'Etat d'un montant de 250 millions échelonnée sur 5 ans, alors que précédemment le gouvernement avait supprimé l'aide accordée à Pégard. Il demande au Ministre pourquoi il n'a pas soutenu Pégard en transformant les créances des organismes publics en parts bénéficiaires. Il veut également savoir si le Ministre soutiendra la délégation syndicale dans ses efforts pour le maintien de l'emploi et quelles mesures de contrôle il a envisagées.

Le ministre élude les problèmes mais prétend que Pégard était incapable de se restructurer. Il promet toutefois de consulter les travailleurs avant la conclusion d'accords définitifs.

- Décision de fermeture de Fabelta - Alost (400 travailleurs)

Le 16.6.70 : le député communiste demande une intervention urgente du gouvernement pour faire respecter les accords de 1969 prévoyant le maintien de l'entreprise au moins encore pendant 3 ans pour assurer sa reconversion.

En cas de carence de l'entreprise, il demande au gouvernement de prendre lui-même les mesures qui garantiraient le maintien de l'emploi.

- Menaces de fermeture de charbonnages - Petit Frey et Aiseau Préales à Farciennes.

Interpellation des Ministres des Affaires Economiques et de l'Economie régionale par G. Glineur le 20.10.70.

Il dénonce les duperies du Ministre qui d'une part confirme par lettre de septembre 1970 que ces puits ne seront pas fermés mais d'autre part ne fait rien pour s'opposer à des mesures arbitraires prises par le Ministre de l'Emploi qui tendent à réduire la main d'oeuvre et à justifier ainsi la fermeture de ces charbonnages sous prétexte de pénurie de main d'oeuvre.

Le député demande que le ministre tienne compte des revendications syndicales en faisant respecter des engagements antérieurs selon lesquels des reconversions doivent précéder les fermetures. Il s'oppose à toute fermeture dans le cadre du programme 71- 75 et propose de réexaminer les problèmes en 1976-77 lorsque les couches seront épuisées.

- Décision du Directoire Charbonnier de procéder de 1971 à 1973 à 9 nouvelles fermetures de puits dont 8 situés en Wallonie.

Interpellation par G. Glineur le 2.12.70.

Il rappelle au ministre les revendications du dernier congrès de la Centrale des Mineurs FGTB qui s'opposent à de nouvelles fermetures. Il souligne qu'en l'absence d'un plan gouvernemental de reconversion des régions touchées, la décision du Directoire est en contravention avec les accords de Zwartberg (assurer le reclassement avant toute fermeture).

Il demande : - des mesures gouvernementales pour assurer la réadaptation et la requalification dans d'autres secteurs économiques;
- pendant au moins 4 ans, maintien du salaire obtenu dans la mine;
- pension après 25 ans de mine et 30 ans pour les ouvriers de surface;
- convention d'une Conférence nationale traitant de tous les aspects de la situation charbonnière.

Leburton répond que les principes seront respectés alors qu'il sait très bien que des mineurs licenciés précédemment sont encore toujours en chômage.

- Discussion de la loi sur l'Expansion économique : Sénat (14.12.70)

A. Mathieu montre que ce sont surtout les grandes sociétés industrielles qui seront les bénéficiaires des avantages consentis aux investisseurs et de surcroît elles ne devront fournir aucune contre-partie. Il souligne en outre que telle qu'elle est conçue, la loi est un instrument supplémentaire au service de l'unitarisme et donc en contradiction avec l'aspiration des organisations syndicales et fédéralisantes à une véritable décentralisation économique.

- Grève à la Vieille Montagne à Balen Wezel :

Interpellation par le député L. Van Geyt le 10.2.71.

DEFENSE DE L'EMPLOI DANS LES REGIONS DE CHARLEROI ET DE LIEGE

Interpellations de Cools, devenu Ministre des Affaires Economiques, par Glineur et Levaux les 3 et 10 mars 1971.

Elles portent sur :

- la diminution du volume global de l'emploi dans les divers sièges des ACEC-Westinghouse malgré les engagements pris par la direction de l'entreprise;
- le développement du chômage à la FN-Herstal;
- sur le chantage qu'exercent les patrons d'Abex pour maintenir des subsides de l'Etat;
- sur des aides accordées à Cockerill, sans contrôle.

Les députés communistes demandent la suppression des subsides de l'Etat lorsqu'elles ne servent pas à maintenir le niveau de l'emploi et que leur utilisation n'est pas soumise au contrôle ouvrier dans l'entreprise.

Ils demandent à connaître le montant des subsides accordés à ces diverses entreprises et pour Abex ils proposent la mise sous séquestre.

Cools rejette ces revendications : il ne veut pas de rupture unilatérale de contrats qui pourrait, selon lui, conduire à des licenciements. Il refuse de communiquer le montant des aides octroyées. Ce n'est pas dans les usages, prétend-il.

- Projet de loi sur le Contrôle des Prix.

Interpellation de Cools par Levaux (27.4.71)

pour montrer qu'il est possible d'appliquer dès maintenant, sans attendre le vote de sa loi, des mesures qui enrayeraient efficacement la hausse du coût de la vie :

- indexer les barèmes fiscaux
- abaisser certains taux abusifs de la T.V.A.

Mais Cools répond que s'il s'agit de valoriser le pouvoir d'achat du consommateur il faut aussi assurer une capacité concurrentielle à l'industrie.

- En Commission des Affaires Economiques de la Chambre (11.5.71), Drumaux dépose une série d'amendements tendant à établir le contrôle sur tous les prix et spécialement ceux de monopole (pétrole - gaz - électricité - services publics);

- à mettre les dossiers de demandes de hausse de prix à la disposition des parlementaires et à subordonner ces demandes à l'avis motivée du Conseil d'entreprise;

- à prévoir dans la loi l'organisation de l'enregistrement comptable dans un délai de 6 mois.

Tous ces amendements ont été rejetés.

Le projet est voté à la Chambre le 3.6.71 et au Sénat le 16.7.71.

Les communistes votent pour.

Mathieu au Sénat justifie le vote d'un projet qui a été vidé d'une bonne partie de sa substance mais dont les principes sont justes et doivent obtenir des mesures réelles d'exécution.

- Projet de loi sur les pratiques du commerce.

Au Sénat (en juin 71), A Mathieu plaide en faveur de l'interdiction pure et simple du système de ventes à primes destiné seulement à appâter le consommateur déjà leurré par la publicité.

Il souligne la nécessité d'un contrôle au départ, chez le producteur, pour vérifier si les prix sont ou non surfaits.

- Grève des ACEC de Herstal et de "The National".

Interpellation Levaux 18.5.71 à Cools et Major. Il demande au Ministre des Affaires Economiques d'user de l'autorité que lui confèrent les subsides importants accordés à l'entreprise par l'Etat, pour imposer à Westinghouse le respect de ses engagements en matière d'emploi. Il reproche l'absence de contrôle sur l'usage des subsides publics.

Quant au "National", il propose au gouvernement de mettre l'entreprise sous séquestre.

Le Ministre Major répond qu'il ne peut développer l'expansion économique en dictant aux patrons ce qu'ils doivent faire. Sa position de "neutralité" l'amène à soutenir les patrons dans leur offensive contre les syndicats.

- Menaces de fermeture des Fonderies Samson

Alors que se déroule la bataille des travailleurs pour assurer l'emploi dans l'entreprise et pour redresser la situation économique désastreuse de la région Seilles-Andenne

A. Mathieu (Sénat) interpelle les Ministres des Affaires Economiques et de l'Economie régionale.

Il fait de sérieuses réserves au sujet de la promesse de recasement faite par les ministres alors qu'ils savent qu'il n'existe aucune nouvelle entreprise dans la région et que celle-ci se trouve particulièrement à la traîne quant au redressement économique. Les lois d'expansion économique ne s'y sont guère fait sentir.

Les ministres ont différé leur réponse.

- Menace de fermeture des Cristalleries du Val St-Lambert.

Pour répondre aux vœux des travailleurs qui préconisent une solution publique avec contrôle des travailleurs et des syndicats pour le choix de la solution, les communistes proposent au Ministre :

- transformation de l'entreprise en Régie ou en entreprise mixte avec **de larges** pouvoirs de gestion au profit des pouvoirs publics.

Le Gouvernement reprendra ultérieurement le contrôle de l'entreprise par le biais de la S.N.I., mais elle maintiendra la présence des Banques en remplaçant les représentants de la Société générale par ceux de la Kredietbank.

- La bataille pour l'emploi aux ACEC-Westinghouse

se poursuit au Parlement (le 22.6.71). Les revendications du Front Commun syndical des ACEC font l'objet d'interpellations simultanées des députés Glinne (PSB) - Calefice (PSC) et Drumaux et Van Geyt (P.C.B.). Il s'agit d'obtenir des garanties immédiates nouvelles pour que le volume d'emplois/soit ^{actuel} stabilisé dans les 4 sièges et que la vente de la câblerie de Charleroi à CEAT reprenne les garanties dues aux travailleurs.

Le député Drumaux insiste auprès du gouvernement pour qu'il donne une suite urgente à la demande du Front commun syndical d'organiser, sous son égide, une rencontre au sommet syndicats - patrons - gouvernement pour amener les patrons à prendre des engagements fermes au lieu de s'en tenir à des déclarations d'intention.

Il faut aussi que le gouvernement précise son attitude quant à la généralisation des accords des ACEC-Charleroi à l'ensemble des sièges.

Le Ministre déclare avoir ignoré la vente de la câblerie jusqu'au jour où la décision avait été prise et bien qu'il considère insuffisantes les garanties actuelles, il ne se considère pas armé légalement pour intervenir.

Pour lui, le moyen d'agir c'est la négociation tandis que le député Drumaux lui reproche de ne pas se battre pour créer des majorités qui lui permettraient de faire voter une législation protégeant l'intérêt public.

Le député L. Van Geyt de son côté souligne l'importance des problèmes discutés pour l'ensemble des sièges des ACEC.

Lorsque s'est tenue la réunion au sommet le 7.7.71 (en présence des Ministres Cools - Anseele et Delmotte), Cools a refusé de discuter du problème du contrôle ouvrier uniquement pour le cas concret des ACEC.

En ce qui concerne les garanties d'emploi, il a estimé que les engagements avaient été respectés et confirmés par l'intention de Westinghouse de réinvestir en Belgique une partie du produit de la vente de la câblerie - il a reconnu cependant que son plaidoyer n'avait pas complètement convaincu les syndicalistes.

LES PRIX

- Le 19.2.71 : Interpellation par L. Van Geyt

pour un droit d'investigation plus sérieux au profit de la "Commission de régulation des prix" et pour une nouvelle enquête sur les budgets ménagers comme le réclame les organisations syndicales. Il demande au Ministre de refuser de souscrire à des contrats programme du type électro-ménager ou boulangerie.

Pour le Ministre, le souci dominant c'est "d'étaler" les augmentations des prix.

Interpellation de Drumaux sur l'ensemble de la

- POLITIQUE DES PRIX (29.6.71)

Il attaque le Ministre en démontrant que les mesures qu'il a prises ne peuvent assurer une stabilité suffisante des prix.

- Les contrats-programme ne concernent en général que des secteurs d'importance décisive.

Dans le secteur électro-ménager : il démontre qu'en fait le convention établie permet d'échapper au contrôle et à l'obligation de demande préalable d'autorisation de hausses de prix.

- Il demande pourquoi certains prix ont été augmentés en dépit de l'avis défavorable de la Commission des prix (primes d'assurance automobile).
- Quant à certaines diminutions de prix imposées par le Ministre (6 % sur les produits pharmaceutiques), le député communiste démontre comment cette diminution peut être contournée.
- Mais c'est dans le secteur pétrolier (qui refuse de soumettre ses prix à l'examen de la Commission des prix) que Drumaux démontrera la faiblesse du gouvernement à l'égard des monopoles et demande quelle sera la position du gouvernement à l'expiration de la convention début juillet.

En ce qui concerne le projet de loi dit Cools sur les prix, voté par la Chambre, est encore pendant à ce moment-là devant le Sénat, Drumaux veut savoir ce que deviendra "l'enregistrement comptable (contrôle des comptabilités).

La réponse du Ministre revient à dire que toutes ses nouvelles dispositions se ramènent en fait à poursuivre simplement ce qui existait déjà antérieurement.

Quant à la politique des prix, il avoue qu'il ne peut pas toujours tenir compte de l'avis de la Commission des prix.

EMPLOI, TRAVAIL ET ECONOMIE REGIONALE POUR LA FLANDRE

- Grève à Sidmar (3.500 trav.)

portant sur des revendications salariales.

Le Groupe Parlementaire interpelle pour obtenir l'intervention des pouvoirs publics auprès de la direction de l'usine puisque 40 % des investissements (sur les 8 milliards qu'a coûté l'installation de l'entreprise) sont d'origine publique.

- 4/2/71 : dépôt par le Député M. Levaux d'une proposition de loi modifiant la Loi du 15/7/64 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés, proposant d'uniformiser à 42 heures la durée hebdomadaire du travail.

- Occupation de l'usine Armco-Pittsburgh

pour exiger la réintégration de 2 délégués congédiés par le patronat. Le député Levaux (le 27/11/70) demande au Ministre Major quelle intervention il a faite auprès de la direction de l'entreprise pour obtenir la réintégration des délégués.

- Discussion du Budget du Travail (22/1/71)

M. Couteau montre la faillite de la politique du Ministre dans 3 secteurs : chômage

jeunes

travail des femmes,

secteurs où le Ministre ne s'est en rien distingué de la politique d'un ministre conservateur.

L'amendement du Groupe Communiste tendant à inscrire dans la loi le droit des jeunes et des femmes à un salaire égal pour un travail équivalent, a été repoussé.

- Les crédits d'heures pour les jeunes

Les manifestations des jeunes, fin avril, dans diverses villes du pays pour faire valoir cette revendication, ont trouvé leur prolongement au Parlement par l'intervention du député M. Couteau qui veut que le Ministre précise quand il se décidera à donner satisfaction à cette revendication.

Il rappelle qu'après une démarche du Front Commun Syndical, le 9 décembre 1970, le Gouvernement a chargé le Ministre de présenter une réponse qui est encore toujours attendue.

- Discrimination à l'égard des handicapés

Intervention du député M. Couteau le 8/6/71 pour mettre fin aux discriminations en matière d'allocations de chômage et ce malgré des nombreuses démarches des organisations de défense des handicapés et un avis favorable de l'ONEM.

Le Ministre Major estime que son département avait déjà fait un gros effort et qu'il ne pouvait aller plus loin.

Le 2/12/70, le porte-parole communiste discute l'ensemble de la politique gouvernementale et reprend notamment dans les domaines de la fiscalité, de la protection de l'emploi, les propositions faites précédemment par le Groupe Communiste.

En matière de Défense Nationale, il s'élève énergiquement contre la nouvelle dépense de 1,7 milliards étalée sur 5 ans, imposée au pays par l'OTAN pour financer l'achat de nouveaux avions.

Se faisant, l'interprète de l'inquiétude des Travailleurs à la veille de l'entrée en vigueur de la T.V.A., il propose de l'ajourner d'un an.

Bien que le Ministre des Finances ait admis que le problème de la hausse des prix était préoccupant, il a néanmoins catégoriquement repoussé la proposition communiste.

T.V.A.

Le député Levaux demande au Ministre Snoy (le 20/1/71)

- 1) Qui payera les 20 milliards qui ne seront pas décaissés par les milieux d'affaires ?
- 2) Si le Gouvernement fera procéder à l'enquête sur le budget des ménages réclamé par la FGTB - dans l'affirmative le délai prévu ?
- 3) Si oui ou non, il indexera les barèmes fiscaux en 1971 ?

T.V.A. et les FINANCES COMMUNALES

Le 27/1/71, le député Glineur discutant la dotation du Fonds des Communes dans le Budget de l'Intérieur pour 1971, s'élève contre le refus de détaxation au profit des Provinces et Communes pour les travaux de voirie et de construction.

Il propose pour l'immédiat :

- 1) un Arrêté Royal assujettissant -même partiellement- les communes au régime de détaxation de la T.V.A.;
- 2) d'inscrire au budget, avec effet immédiat, une première subvention aux Provinces et Communes, destinée à pallier les effets de la T.V.A. (il propose un montant de 450 millions).

Le Ministre Harmegnies refuse, alors qu'il sait que par le truchement de la T.V.A., de nouveaux cadeaux seront offerts aux grandes sociétés.

- Lors de la discussion du budget des Voies et Moyens pour 1971, le député Communiste dépose un amendement introduisant l'indexation réelle des barèmes fiscaux et propose pour 1971 une indexation de 7,5 % pour compenser les effets de l'entrée en vigueur de la T.V.A. Il propose de diminuer de 7,5 % les revenus taxables inférieurs à 250.000 Frs.

- Le 5/4/71, Eyskens annonce un accord Gouvernemental pour procéder à une adaptation des barèmes, consistant à accorder des avantages réduits et limités dans le temps aux petits revenus.

Le groupe Parlementaire démontrera qu'il s'agit d'une indexation "bidon" qui ne correspond nullement à la revendication syndicale d'une véritable indexation.

- Le 9/5/71, interpellation de L. Van Geyt au Ministre Snoy au sujet de sa mini-réforme. Il demande pour l'immédiat, l'automatisme de l'adaptation des barèmes à l'index, qui n'est pas prévu par le projet gouvernemental, et demande tout au moins une révision périodique au moins une fois par an correspondant à l'entièreté de la hausse.

Le Ministre invoque les impératifs budgétaires pour refuser ces propositions.

Lorsque le député communiste souligne la nécessité de la lutte contre la grande fraude fiscale, et non pas contre les "bricoleurs" de la fraude, le Ministre trouve qu'il est suffisamment armé avec l'ordinateur "George".

- Les députés Van Geyt et Glineur ont déposé des amendements reprenant les propositions exposées au Ministre.

- Revendications des employés de la Banque Nationale et de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Interpellation de L. Van Geyt : les ressources nécessaires pour satisfaire les revendications doivent être cherchées du côté des gros bénéficiaires de la T.V.A. et non du côté des petits revenus.

Le Ministre Snoy brandit le danger d'inflation qui pourrait résulter d'une poussée salariale trop accentuée.

FINANCES

Crise monétaire de mai 1971

Interpellation, le 5/5/71 de Cools par Levaux au sujet de l'importation en Belgique de l'inflation des Etats-Unis.

Le Ministre Cools conteste que la poussée inflationniste et l'érosion du dollar soient la conséquence de l'afflux de dollars dépréciés en Europe et en Belgique. Il veut faire croire qu'il est capables d'indépendance et qu'il combat les responsables de l'inflation.

INTERIEUR

Projet de loi sur^{les} agglomérations et les fédérations de communes

Les communistes votent contre (le 16/7/71); justification :
 - les transferts de pouvoirs aux nouvelles institutions sont des plus limités;
 - statut arbitraire imposé à la région bruxelloise (mode d'élection non démocratique au collège d'agglomération).

AFFAIRES ETRANGERES

- Avant l'Assemblée de l'ONU

Réunion de la Commission des Affaires Etrangères le 14/9/70 pour entendre un exposé de Harmel sur les problèmes internationaux de l'heure.

Le député M. Drumaux condamne nettement les détournements d'avions mais souligne que ce n'est pas une pratique généralisée pour tous les courants de résistance paléstinienne.

Sur la Sécurité européenne, il a rappelé la nécessité de reconnaître les frontières actuelles, la R.D.A. et d'admettre les deux états allemands à l'ONU. Il a aussi préconisé le retrait général des forces militaires cantonnées à l'étranger.

Le Ministre a trouvé les propositions communistes "prématurées".

- Sécurité européenne

Interpellation du Ministre par M. Drumaux, le 27/1/71.

Il pose une série de questions précises sur la position de la Belgique en réponse aux propositions faites par d'autres Gouvernements pour faire avancer la Conférence sur la Sécurité Européenne. En guise de réponse, le Ministre a opposé le préalable du règlement du problème de Berlin ce qui revient à ôter à la Belgique toute possibilité d'initiatives propres.

- Extension de la guerre au Laos

Interpellation de M. Drumaux (le 17/2/71) sur l'attitude que compte prendre le Gouvernement belge vis à vis des Etats-Unis. Il demande en outre si le Gouvernement est prêt à appuyer des initiatives qui seraient prises dans notre pays en vue d'aider les peuples en lutte notamment en fournissant les médicaments et instruments chirurgicaux dont le Gouvernement révolutionnaire du Sud-Vietnam a un besoin urgent. L'opération pourrait-elle être popularisée par la R.T.B.?

Le Ministre Harmel escamote l'essentiel du problème. Quant à l'aide, il ne souhaite pas une action au profit d'une partie et pas de l'autre.

- Réunion de l'OTAN à Lisbonne

Le 20/3/71 au Sénat, A. Mathieu demande au Ministre de justifier les fournitures, par la Belgique, d'armes au Portugal destinées à combattre les peuples en lutte pour leur libération.

- Discussion du budget pour 1971 (avril 1971)

Drumaux : Il faut assurer l'indépendance de l'Europe et se distancier de l'OTAN. Il demande la réponse du Ministre à la récente proposition de l'URSS de réunir une Conférence des 5 puissances nucléaires et de signer des accords commerciaux à long terme.

Le débat démontre que s'affrontent deux conceptions différentes de politique étrangère.

- Signature des accords sur Berlin

Drumaux demande au début de septembre 1971 une réunion d'urgence de la Commission des Affaires Etrangères.

La réponse du Ministre est dilatoire.

PREVOYANCE SOCIALE.

Déficit de l'AMI

- Interpellation le 3/11/70 : propositions du groupe Parlementaire communiste :

Une fois encore, il s'élève contre les projets inspirés par le F.I.B., qui tendent à régler les problèmes, notamment le déficit de 5 milliards sur le dos des travailleurs.

Les solutions communistes visent non seulement à assainir les finances de l'AMI, mais à lui assurer des structures en rapport avec l'importance et la nécessité d'un service national de santé.

Elles se résument à :

- 1) Fusion des unions des mutualités en une mutualité unique;
- 2) augmentation de l'intervention de l'Etat dans le financement;
- 3) application au profit de l'AMI, d'un impôt spécial sur les sociétés d'assurance vie et les sociétés qui fabriquent ou importent des produits pharmaceutiques;
- 4) refonte des méthodes de dispensation des soins de santé.

- Lors de la discussion du budget pour 1971:

Alors que les organisations syndicales se refusent également à faire supporter de nouvelles charges par les Travailleurs, le Ministre De Paepe se déclare déçu par cette position et refuse d'accepter une conception aussi individualiste !

G.Glineur, le 26/2/71, s'élève à nouveau contre l'orientation du Gouvernement qui tend à résorber le déficit par la réduction des dépenses à faire au profit des travailleurs.

A nouveau, il indique d'autres moyens :

- une ponction sérieuse dans les dépenses militaires;
- taxes supplémentaires pour les industries chimiques et pharmaceutiques et les sociétés d'assurances-vie;
- la mise en place d'un service national de santé.

- Lors du dépôt du Projet De Paepe sur l'assainissement AMI(1971)

Glineur répète qu'il est inadmissible que le Gouvernement cherche à endosser aux Travailleurs la charge du déficit.

Le transfert d'une partie des cotisations ouvrières à charge des patrons ne change rien à ce point de vue et le projet n'apporte aucune précision quant à la participation de l'Etat.

Il s'élève contre la décision de la Commission de la Prévoyance Sociale de déléguer au Gouvernement des pouvoirs du parlement et lui permettre ainsi de prendre toutes dispositions sans contrôle.

Il exige une solution globale au problème.

- Les pensions:

Intervention de Glineur le 26/2/71 : l'augmentation de 5 % au 1/7/71 des pensions ne compensera pas les effets de la hausse du coût de la vie.

C'est pourquoi, G.Glineur propose :
octroi aux retraités salariés et aux allocataires sociaux, d'un 13e mois de pension ou d'allocations sociales.

- Pour les pensionnés mineurs : il réintroduit sa proposition d'une pension égale à 75 % du salaire moyen;
- Il soulève à nouveau ses propositions en faveur des victimes des maladies professionnelles;
- Il dénonce le mode de calcul de la pension anticipé des invalides et prisonniers de guerre.

- Grèves des 36.000 mineurs pour leurs pensions:

Le 30/4/71, G.Glineur répercute leurs revendications au Parlement et rappelle aux partis gouvernementaux leurs promesses électorales de 1968 portant sur la pension à 75 % du salaire.

- Incendie d'un home de Vieillards à Gesselies (nov.70)

Le député Glineur dénonce le manque de subsides du département de la Santé Publique pour organiser un véritable équipement social.

EDUCATION NATIONALE

- Discussion du budget 1970 (en octobre 1970)

Le député communiste souligne le retard apporté à la communication du budget.

D'une manière générale, il regrette le manque de moyens financiers pour réaliser les réformes projetées.

- La semaine des 5 jours

A la Chambre, le député communiste fait un réquisitoire très sévère des conditions déplorables dans lesquelles cette réforme est organisée, faute de moyens financiers. Il reproche aux Ministres de ne prévoir des subsides, pour les activités spéciales, que pour 25 % des élèves. Il montre que dans ces conditions la réforme, bonne dans ses principes, est compromise dès le départ.

Au Sénat, R.Noël montre aussi les graves insuffisances des moyens mis à la disposition des écoles pour appliquer valablement la réforme:

- pas d'équipement socio-culturel pour recevoir les enfants le samedi-matin;
- subsides dérisoires pour réaliser les activités prévues pour les mercredi-après-midi;
- personnel surmené, mal préparé et victime du retard de paiement des traitements;
- vétusté des bâtiments scolaires.

Il plaide en faveur d'une meilleure préparation des enseignants assortie de meilleurs traitements.

- Projet de Loi sur la Réforme de l'Enseignement

Malgré les insuffisances, les communistes votent pour. (René Noël s'explique à ce sujet au Sénat - in invoque les mêmes arguments pour la semaine des 5 jours).

- Octroi du Statut d'Universités d'Etat aux Centres Universitaires de Mons et d'Anvers.

Les députés communistes votent pour.

Pour l'université de Mons, dans le conflit au sujet du siège de l'implantation de la Faculté de Médecine, le député Drumaux et le Sénateur Noël (au cours de la conférence de presse du 22/5/71) plaident pour Mons et pour une décision à prendre par le Conseil d'Administration de l'Université.

Ils invitent les Ministres Harmegnies et Dubois dont les points de vue s'opposent, à venir s'expliquer à Mons au cours d'un débat public.

- Financement des frais de fonctionnement des Universités

Le Gouvernement fait voter le projet dans la bousculade.

Les Communistes votent contre : la discussion du projet a été réalisé au sein du Conseil National de la politique scientifique sans contact avec les universités.

Le financement de la recherche limite la recherche à une fonction accessoire des universités.

- Transfert de l'Ecole d'Horticulture de Vilvorde

Là aussi, le député communiste souligne (le 20/10/70) les insuffisances budgétaires et rappelle que le Premier Ministre lui avait cependant promis qu'un effort spécial serait fait en cas de nécessité.

TRAVAUX PUBLICS

- Discussion du budget (25/5/70)

Levaux démontre qu'en fait (si l'on tient compte des crédits effectivement utilisés en 1968 et 1969), le budget est équivalent à celui de la Défense Nationale et estime donc que le Ministre n'a pas à crier victoire pour ses réalisations.

Dans le domaine des autoroutes, il souligne la nette différence entre la Flandre et la Wallonie quant au nombre de Km construits.

Il s'élève contre la conception arbitraire du Ministre en ce qui concerne l'importance des voies hydrauliques défavorisées par rapport aux Ports alors que l'ensemble du pays bénéficie du pompage des eaux en Wallonie.

Il insiste sur l'absolue nécessité de réaliser enfin des liaisons convenables entre nos ports et la Wallonie.

DEFENSE NATIONALE

- Discussion du budget à la Chambre le 7/4/71

Levaux montre que la hausse du budget (qui de 1971 à 75 augmentera de 20 %) découle en ordre principal de notre dépendance à l'égard de l'OTAN. A l'appui de sa thèse, il cite la masse des dépenses inutiles que la politique du département impose au pays (750 millions comme frais de participation de la Belgique à l'entretien des troupes US stationnées en Europe; les frais de stationnement de troupes belges en R.F.A.; le renouvellement des stocks de munitions; achats de chars, renouvellement d'escorteurs...)

C'est pourquoi le groupe Parlementaire Communiste votera contre ce budget qui va à l'encontre de ce que devrait être la politique étrangère de notre pays.

Le Ministre ne conteste d'ailleurs pas que sa politique de Défense Nationale exprime celle du Ministre des Affaires Etrangères.

SANTE PUBLIQUE

- Les crèches

Discussion du budget à la Chambre le 26/5/70

G.Glineur soulève le problème de la pénurie des crèches dans le pays et celui des crédits dérisoires prévus par la déclaration gouvernementale à cet effet (50 millions par an et de surcroît mal utilisés). Etant donné qu'à ce moment, les organisations syndicales n'étaient pas parvenues à se mettre d'accord sur l'utilisation du boni d'un milliard des caisses d'allocations familiales, Glineur propose la création d'un fonds des crèches à alimenter par l'Etat et par une cotisation patronale généralisée.

Il montre aussi qu'il ne faut pas s'orienter vers la création de crèches par les entreprises elles-mêmes (elles sont peu pratiques et risquent de susciter une dépendance non souhaitable à l'égard des patrons).

- La pollution

Discussion du budget 1971 (le 24/3/71)

Le député Couteau fait des propositions concrètes.

Il estime

- 1) que le département de la Santé Publique doit pouvoir intervenir dans les décisions du Ministère des Affaires Economiques quant à l'implantation d'entreprises industrielles non salubres;
- 2) il propose une série de mesures de protection du consommateur dans le domaine des produits alimentaires;
- 3) il plaide en faveur de la multiplication des espaces verts trop souvent sacrifiés à la spéculation foncière.

- Les Logements sociaux

Une coordination entre les différents départements ministériels éviterait certaines situations scandaleuses de logements sociaux nouveaux mais inoccupés faute d'une infrastructure.

- Le Statut des Infirmières

Le député Glineur demande que le Ministre hâte la procédure freinée par les Chambres syndicales et établisse un statut professionnel pour tous les travailleurs de la santé.

Il propose la constitution d'un groupe de travail par la Commission du Parlement.

- Projet de Loi Namèche sur les Hôpitaux

Intervention de A. Mathieu au Sénat (le 5/5/71)

Inspiré par les travaux du G.E.R.M. et notamment de ses journées d'études de mars 1969; Mathieu expose la conception des Parlementaires Communistes en matière de médecine préventive qui doit cesser d'être le privilège de quelques-uns et doit être considérée comme une nécessité.

Un progrès serait assuré dans l'immédiat par la création de centres de dépistage obligatoires, mais il énumère une série de propositions très concrètes qui permettraient d'organiser la véritable médecine préventive.

Il rappelle au Ministre qu'un arrêté royal de 1967 avait institué une commission d'étude de la politique de la santé et il demande au Ministre pourquoi ses propositions ne sont pas soumises au Parlement.

Pas de réponse du Ministre.

- Loyers Sociaux

Interpellation du Ministre Breyne par le député communiste Van Geyt sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour endiguer la hausse très sérieuse des loyers des logements sociaux, plus élevée que celle du secteur libre.

Le Ministre déavoue les hausses dues à la T.V.A. et reconnaît que le rythme de la hausse du coût de la construction rendra la situation des familles modestes inextricable si on ne recourt pas à des réformes structurelles. Il dit y tenir beaucoup mais est dans l'impossibilité de les réaliser.

Il a même fait appel au soutien de l'opinion publique et particulièrement aux associations de locataires pour l'aider à réaliser un assainissement devenu urgent.

JUSTICE- Mesures du Ministre Vranckx contre les étudiants étrangers

Le député communiste, le 11/12/70, se fait le porte-parole des revendications des étudiants pour obtenir un "statut" des étudiants étrangers qui les mettrait à l'abri de l'arbitraire du Ministre et de la Police.

- Projet de Loi sur les naturalisations

Levaux (en juillet 1971) dépose des amendements visant à faciliter et démocratiser l'accès à la naturalisation pour les travailleurs étrangers :

- éviter l'irrecevabilité pour des raisons politiques et financières;
- supprimer la différence entre grande et petite naturalisation;
- prévoir au sein du Conseil consultatif des représentants des immigrés.

Chambre

J. Boulin

Sess. 59.60

Proposition de loi tendant à réprimer les
excitations à la haine raciale
et à l'antisémitisme

n° 416 411/1

développement et proposition de loi 27.1.60

Chambre

J. Moulin

Ses. 59.60

Proposition de loi relative à la mise
en liberté des Congolais
détenus pour raisons politiques ou
religieuses

devel. et prop. de loi 17.3.60

n.º 475.

Chambre

J. Boulin

Séance 60.61.

Proposition de loi de déclaration de ré-
vision de la Constitution.

Doc. n° 708/1.

J. 2. 61

Chambre

Dejane Th.

Sess. C. 60.61

Proposition de déclaration de révision de
la Constitution

12/1

Senat

R. hood

Session 6.60.61

10.5.61

Declaration gouvernementale. Debat

Chambre

J. Roulin

Sess. 1962. 63

Proposition de loi

Proposition de déclaration de révision
de la Constitution

n° 434/1

du 30. 10. 1962

Chambre

Moulins g.

Session 63. 64

Proposition de loi

modifiant les lois électorales
afin d'accorder le droit de vote
à 18 ans.

751/1 du 17.3.64

Chambre De France Thes Session 63.64

Interpellation à l'honorable ministre de l'Éducation
nationale et de la Culture sur
le manque absolu de démocratie qui a
prévalu à la dissolution du Conseil na-
tional de la jeunesse créé en 1956 et
sur la nécessité de corriger cette erreur
dans le plus bref délai

développée le 14.7.64

Session 65/66

BURNELLE E.

Chambre

Proposition de Loi

instituant une consultation populaire au sujet des
réformes institutionnelles de l'Etat belge

document n° 31 (1965-1966) - N° I
du 9 novembre 1965.

Session 1966-67

Drumaux Marc

Chambre

QUESTION ORALE

à M. le Ministre des Affaires étrangères concernant l'
existence d'un mouvement néo-nazi en Allemagne

faite le 8 décembre 1966.

Session 1967-68

BURNELLE, Ernest

Chambre

Demande d'interpellation au Premier Ministre sur " les responsabilités du gouvernement dans le grave retard à régler dépotratiquement le problème de l'expansion universitaire et en particulier de l'université catolique de Louvain , sur le caractère inadmissible des interventions de la gendarmerie dans les manifestations et organisations estudiantines" .

développée le

6. 2. 68

Session 1968-69

COUTEAU Marcel

Chambre

Proposition de loi(EN COLLABORATION AVEC MR KNOOPS)

Modifiant la loi electorale communale et abaissant
l'âge d'éligibilité de 25 ans à 21 ans

Doc. 330/I

Session 1968-69

COUTEAU Marcel

Chambre

Proposition de loi.-

modifiant la loi de septembre 1948 portant organisation de l'économie , en ce qui concerne la section IV relative aux conseils d'entreprises.

prise encons. 4.12.1968

document n° I65/I

Interpellation à MM les ministres des affaires économiques et de l'intérieur sur " la menace contre la garantie d'emploi et l'expansion industrielle , que constituent: 1) les conceptions et les décisions de la ville de Bruxelles en matière d'aménagement du territoire et de développement industriel; 2° les spéculateurs fonciers et immobiliers".

développée le 24.6.69

CHAMBRE

MOULIN GASTON

Session 69-70

Proposition de loi

organisant le statut de Bruxelles , capitale
de la Belgique fédérale.

De mande d'interpellation

à M.le Ministre (le Premier Ministre) sur " la nécessité de tenir compte des résultats des dernières élections communales afin de prendre les mesures permettant de résoudre , de façon démocratique, les problèmes linguistiques et communautaires ".

développé le 27.10.1970

Chambre

LEVAUX , Marcel

71-72

PROPOSITION DE LOI - tendant à accorder aux étrangers
les droits de vote et d'éligibilité aux conseils
communaux , de fédérations de communes et
d'agglomérations.

Document n° 182 n°I 19.4.1972

CHAMBRE

DRUMAUX

Session 71-72

INTERPELLATION AU Ministre de la justice à propos des
activités d'organismes de police à
l'égard des militants du parti communiste
et d'autres organisations démocratiques

développée le 13.6.1972

CHAMBRE

VAN GEYT Louis

Session '71-72

Proposition de loi

organisant les régions en application de l'article
107 quater de la Constitution .

N°317/1 prise en considération le 28.6.1972

PROPOSITION DE LOI
modifiant la loi du 20.9.1948 portant organisation
de l'économie, en ce qui concerne la section IV
relative aux conseils d'entreprise.

=====

Développements

=====

Mesdames, Messieurs,

La loi portant organisation de l'économie et définissant notamment la mission des conseils d'entreprise existe depuis 19 ans. Elle n'a pas subi depuis lors de modifications fondamentales.

Or, ces conseils d'entreprise auxquels la loi du 20 septembre 1948 reconnaît des pouvoirs en matière sociale ne disposent que de moyens très limités en matière économique, plus particulièrement pour la défense du niveau de l'emploi. Aussi, les organisations syndicales réclament-elles l'extension des pouvoirs des conseils d'entreprise.

Il est nécessaire d'introduire dans la loi une définition nouvelle et précise de la mission du conseil d'entreprise, tendant à faire prévaloir l'intérêt de la collectivité au travers de la bonne marche de l'entreprise considérée dans sa fonction économique. C'est pourquoi, il est proposé une nouvelle rédaction de l'article 15 de la loi.

Le texte actuel permet au chef d'entreprise de se limiter à fournir verbalement au conseil certains renseignements fort généraux. Certes, dans un certain nombre de cas, les délégués du personnel son parvenus en pratique à obtenir par écrit des informations plus nettes. Mais il est temps que ces changements de fait soient précisés, étendus et consacrés par la loi.

D'autre part, dans le régime économique actuel, le sort des entreprises, l'expansion économique et le niveau de l'emploi dépendent encore exclusivement des décisions que prennent les détenteurs de capitaux privés. D'une manière générale, un courant d'opinion de plus en plus profond considère que les conseils d'entreprise doivent non seulement être informés mais pouvoir intervenir à temps lorsque des mesures projetées peuvent modifier le volume de l'emploi et les conditions de travail.

En outre, il est devenu de pratique courante que des entreprises bénéficient d'une manière ou de l'autre du crédit public, de l'aide ou des commandes de l'Etat. Le contrôle spécial des entreprises de cette catégorie dont personne ne saurait nier la particulière nécessité, ne peut être efficace s'il est exercé par les seuls pouvoirs publics.

.../.

Le conseil d'entreprise devrait jouer ce rôle de contrôle à la base, aussi bien en matière de garantie de l'emploi qu'au sujet des investissements, des restructurations avec d'autres entreprises et des projets de fusion avec d'autres sociétés.

Mais pour que ces missions des conseils d'entreprise puissent être accomplies pleinement, les délégués représentant le personnel doivent disposer de droits de recours, avoir accès aux documents de l'entreprise, se faire aider par des experts désignés par les syndicats et enfin pouvoir réunir périodiquement les travailleurs dans les locaux de l'entreprise.

Pour ce qui concerne plus particulièrement le recours, notre proposition permet aux membres du conseil d'entreprise élus par le personnel de saisir du litige la commission paritaire régionale ou, à son défaut, la commission paritaire nationale. En fait, il serait souhaitable de créer des conseils régionaux interprofessionnels dont la mission serait justement d'intervenir en cas de litige. Les commissions paritaires pourraient cependant jouer ce rôle jusqu'à ce que la législation soit complétée sur ce point. Ce droit de recours s'exercerait à propos des critères d'embauche, d'emploi et de licenciement éventuel par les délégués représentants du personnel de tous les conseils d'entreprise. Ils disposeraient ainsi de moyens nouveaux pour éviter le chômage, les licenciements et pour maintenir ou élever le niveau régional de l'emploi.

En outre, dans les entreprises bénéficiant du crédit public ou de l'intervention de l'Etat, ce droit de recours concernerait aussi les plans d'investissement, les réorganisations, les rationalisations internes ainsi que les fusions avec d'autres sociétés.

Les idées contenues dans la présente proposition ont surgi au cours de discussions syndicales concrètes dans les entreprises. Elles correspondent à un besoin immédiat.

Marc Drumaux

Proposition de loi
=====

Article unique.

L'article 15 de la loi du 20 septembre 1948 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les conseils d'entreprise ont pour mission de faire prévaloir l'intérêt de la collectivité au travers de la bonne marche de l'entreprise considérée dans sa fonction économique.

.../.

A cette fin dans le cadre des lois, conventions collectives ou décisions de commissions paritaires, applicables à l'entreprise :

a) ils donnent leur avis et formulent toutes suggestions ou objections sur toutes mesures qui pourraient modifier l'organisation du travail, les conditions de travail et le rendement de l'entreprise;

Ils sont saisis du plan d'investissement comme de tout plan de restructuration de l'entreprise, de tout projet de fusion avec d'autres sociétés, trois mois avant leur mise en oeuvre, lorsque l'entreprise fait appel au crédit public, sous quelque forme que ce soit, ou bénéficie de toute intervention ou commandes de l'Etat. Par crédit public, il faut entendre toute subvention, avance récupérable, tout subside ou crédit, toute aide financière, en ce compris l'exemption d'impôts ou des taxes consentis par l'Etat, les provinces ou les communes, les établissements publics placés sous le contrôle de ces pouvoirs publics ou encore les institutions publiques de crédit ainsi que les organismes privés de crédit agréés pour l'exécution des lois d'expansion économique, de relance régionale et de création d'industries nouvelles.

En cas de refus, à la majorité qualifiée des délégués représentant le personnel, d'approuver ledit plan ou projet, la commission paritaire régionale du secteur, ou à son défaut, la commission paritaire nationale sera saisie du litige dans les deux mois. Le plan ou projet sera alors suspendu jusqu'au dépôt par ladite commission de ses conclusions.

Les membres élus par le personnel pourront émettre toute contreproposition préalable à l'adoption de mesures qui pourraient, d'une manière importante, modifier :

— le volume de l'emploi dans l'entreprise ainsi que la répartition de la main d'oeuvre dans les différents services, et d'une manière générale, les conditions de travail, le mode et le niveau des rémunérations, salaires et appointements;

— la nature et le niveau de la production.

Les conseils d'entreprise sont saisis des mesures visant l'embauche et le niveau de l'emploi des travailleurs et peuvent déterminer les critères à suivre en la matière. En cas de refus, à la majorité des délégués représentant le personnel, d'adopter ces critères, la commission paritaire régionale du secteur ou à son défaut la commission paritaire nationale est saisie du litige.

b) les conseils d'entreprise reçoivent du chef d'entreprise les informations aux points de vue économique et financier, selon les modalités suivantes :

1° Ils reçoivent au moins chaque trimestre des renseignements écrits concernant la productivité ainsi que des informations d'ordre général relatives à la vie de l'entreprise;

.../.

2° Ils reçoivent périodiquement et au moins à la clôture de l'exercice social, des renseignements, rapports et documents susceptibles d'éclairer le conseil d'entreprise sur les résultats d'exploitation obtenus par l'entreprise.

La nature et l'ampleur des renseignements à fournir, les rapports et documents à communiquer sont fixés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le cas échéant par catégorie d'entreprises, sur proposition ou après consultation du conseil professionnel compétent, ou à son défaut, du Conseil central de l'économie ou des organisations les plus représentatives de chefs d'entreprises et de travailleurs.

A la demande des membres du conseil d'entreprise nommés par les travailleurs, les rapports et documents communiqués sont certifiés exacts et complets par un reviseur assermenté agréé par le conseil professionnel compétent ou, à défaut de cet organisme, par le Roi, sur proposition des organisations les plus représentatives des chefs d'entreprises et des travailleurs salariés.

Le reviseur est désigné par le conseil d'entreprise. En cas de désaccord au sein de ce dernier, il est désigné par le conseil professionnel compétent.

Aussi longtemps qu'une loi nouvelle n'a pas réglé le statut des reviseurs d'entreprises, les droits et le devoirs de ces reviseurs, dans les limites de la mission visée à l'alinéa précédent, leurs responsabilités vis-à-vis de l'entreprise sont conformes à ceux que définit l'article 65 de la loi sur les sociétés.

3° Les membres du conseil recevront communication du rapport du reviseur. A leur requête, les membres élus par le personnel pourront se faire accompagner en séance par un ou plusieurs experts désignés par la ou les organisations syndicales régionales ayant patronné la ou les listes dont au moins deux candidats auront été élus.

4° Cet ou ces expert(s) siégeant à titre consultatif, auront la faculté d'introduire toute demande orale ou écrite ayant trait, soit à l'ordre du jour, soit à une demande d'un membre du conseil d'entreprise et relative à la marche de l'entreprise.

5° Les membres élus du conseil d'entreprise et les experts désignés doivent être aidés par le chef d'entreprise dans l'accomplissement de leur tâche. En conséquence, celui-ci :

— donne toutes instructions utiles en telle manière qu'il soit loisible à ces personnes d'avoir accès aux documents comptables prévus par la loi ainsi qu'aux carnets de commande;

— apporte toute précision qui sera jugée utile ayant trait aux programmes d'investissement, aux projets de fusion avec d'autres sociétés, aux demandes de crédits, subsides, subventions, avances récupérables ou toute autre source de

.../.

financement, introduite auprès des organismes publics ou privés, en communiquant tout plan d'investissement;

— adresse en cas d'octroi de ces crédits, subsides, subventions ou de toute autre source de financement, en ce compris les réserves de l'entreprise, un rapport écrit concernant l'affectation de ceux-ci. Ce rapport sera envoyé au moins huit jours avant la date de la réunion trimestrielle du conseil d'entreprise.

c) les conseils d'entreprise donnent des avis ou rapports contenant les différents points de vue exprimés en leur sein, sur toute question d'ordre économique relevant de leur compétence, telle que celle-ci est définie au présent article, et qui leur a été préalablement soumise, soit par le conseil professionnel intéressé, soit par le Conseil central de l'économie;

d) ils élaborent et modifient, dans le cadre de la législation sur la matière, le règlement d'atelier ou le règlement d'ordre intérieur de l'entreprise et prennent toutes mesures utiles pour l'information du personnel à ce sujet; ils veillent à la stricte application de la législation industrielle et sociale protectrice des travailleurs;

e) ils veillent à l'application de toute disposition générale intéressant l'entreprise, tant dans l'ordre social qu'au sujet de la fixation des critères relatifs aux différents degrés de qualification professionnelle;

f) ils fixent les dates de vacances annuelles et établissent, s'il y a lieu, un roulement du personnel;

g) ils gèrent toutes les oeuvres sociales instituées par l'entreprise pour le bien-être du personnel, à moins que celles-ci ne soient laissées à la gestion autonome des travailleurs;

h) ils examinent toutes mesures propres à favoriser les communications entre le chef d'entreprise et son personnel, notamment en employant la langue de la région pour les rapports internes de l'entreprise; par ce il faut entendre, entre autres, les informations prévues aux littéras a) et b) du présent article, la comptabilité, les ordres de service, la correspondance avec les administrations publiques belges;

i) selon les modalités et conditions à déterminer par arrêté royal, les conseils d'entreprise peuvent être habilités à remplir les fonctions attribuées aux comités de sécurité et d'hygiène, institués par l'arrêté du Régent du 3 décembre 1946 et par l'arrêté du Régent du 25 septembre 1947;

.../.

j) le procès-verbal des réunions du conseil d'entreprise devra être affiché dans les locaux accessibles au personnel pendant le mois qui suit chaque réunion du conseil;

k) lorsque la majorité des conseillers élus par le personnel en fait la demande, une assemblée de travailleurs, appartenant à l'ensemble du personnel ou à certaines divisions ou services, doit se tenir préalablement ou postérieurement à la réunion trimestrielle du conseil d'entreprise. Cette réunion réservée aux travailleurs, à leurs délégués et experts se tient dans les locaux de l'entreprise. Les heures de réunion sont rétribuées comme des heures de travail.

27 avril 1967

M. DRUMAUX
E. BURNELLE
G. GLINEUR
L. TIMMERMANS
A. DELRUE

Interpellation de Louis VAN GEYT au 1er Ministre
et aux Ministres des Finances et des Affaires
Etrangères au sujet de l'urgente nécessité d'adop-
ter une politique financière et indépendante des
U.S.A., compte tenu de la crise du système moné-
taire international et des perspectives favora-
bles qui se présentent en matière de Sécurité et
de Coopération européennes.

(Chambre 15 mai 1973)

Monsieur le Président,
Monsieur le Vice-Premier Ministre,
Chers Collègues,

En raison des congés de Pâques, de l'affaire Ibramco, et des difficultés budgétaires, la présente interpellation se déroule six semaines après l'introduction de sa demande.

Je dois à la vérité de préciser que je n'avais pas particulièrement insisté sur l'urgence, car j'étais convaincu que l'actualité du problème de notre politique financière et étrangère à l'égard des Etats-Unis se renforcerait, à fur et à mesure qu'on avancerait dans l'année 1973. En effet, lorsqu'à la fin du mois prochain les membres du gouvernement belge auront terminé de présider divers conseils ministériels de la Communauté européenne élargie, la vie économique et politique du pays continuera à être influencée de façon décisive par une évolution de fait - recherchée consciemment ou non - des rapports entre d'une part un ensemble constitué par les pays-membres de la Communauté et les Etats-Unis et d'autre part par le reste de l'Europe et du monde.

Je parlais de l'évolution de fait de ces rapports. Ces derniers subissent en effet une modification très marquée dans divers domaines d'une importance décisive pour la population de toute l'Europe occidentale et plus particulièrement pour la population belge.

Pendant plus de 20 ans, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'Europe et le monde ont été dominés par des situations et des contradictions ayant pour origine la guerre froide et la polarisation en deux blocs militaires politiques opposés qui en est résul-

tée. Six pays d'Europe occidentale, dont la Belgique, ont créé, dans les conditions de l'époque, la "petite" C.E.E. L'écrasante majorité de leurs gouvernements successifs dont les nôtres ont pendant très longtemps subi avec docilité l'hégémonie non seulement politique et militaire des U.S.A., mais aussi économique et financière. Les Etats-Unis, outre le fait qu'ils constituaient l'axe de l'OTAN - ce qui est encore le cas aujourd'hui - disposaient de surcroît d'une supériorité économique et financière concrétisée en fait, par la domination incontestée du dollar dans le cadre du système de Bretton Woods. Au cours de cette période, les milieux dirigeants de notre pays, depuis ceux du grand capital et ses représentants politiques directs jusqu'y compris la majorité des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier, acceptaient avec sympathie - et parfois même avec zèle - les orientations essentielles et les options de la politique économique et financière de l'impérialisme du dollar. Je pense pour l'Europe à la politique d'affrontement avec les pays socialistes, et plus particulièrement avec la République Démocratique allemande, menée par Foster Dulles et ses successeurs en collaboration étroite avec les chanceliers de la C.D.U.

Pour l'Asie, je pense à la politique de boycott et d'encerclement de la République Populaire de Chine ainsi qu'à l'atroce guerre de destruction menée contre la République Démocratique du Nord Vietnam et contre les mouvements de libération de l'ensemble de l'Indochine.

Enfin, sur le plan de l'économie capitaliste mondiale, je pense à l'expansion des monopoles américains, quasi sans entraves, sous forme d'implantations industrielles à l'étranger et surtout en Europe occidentale et aussi sous forme de création et d'utilisation d'une énorme masse de dollars pour l'achat d'innombrables entreprises et pour des opérations purement spéculatives.

Il faut préciser ici que, tant les dépenses et les investissements d'outre-mer de l'administration américaine - et en premier lieu les frais de l'horrible guerre en Indochine et ceux occasionnés par la présence militaire américaine en Europe occidenta-

le, en Extrême-Orient et dans d'autres régions du monde - ainsi que les investissements des monopoles américains, ont été et sont encore à l'heure actuelle financés de façon déterminante, par un appel massif de crédit.

Plus précisément : il s'agit du fait que le système bancaire américain utilise comme mode de paiement international des dizaines, si pas des centaines de milliards de dollars, pour régler (contre paiement cher - mais ceci concerne plutôt le contribuable américain) les dépenses massives non couvertes du gouvernement de Washington et des monopoles américains.

Or, depuis deux à trois ans, Monsieur le Vice-Premier Ministre, Mesdames et Messieurs, et plus encore au cours de la période qui s'est écoulée depuis la chute de notre précédent gouvernement, des modifications spectaculaires se sont produites dans le monde. Elles prouvent que progressivement, et même très rapidement, nous entrons dans une nouvelle époque, fondamentalement différente de celle du quart de siècle précédent.

En effet, les rapports entre les pays des deux systèmes mondiaux évoluent de l'affrontement vers la coexistence. Je pense évidemment en premier lieu à l'immense défaite subie par le "military industrial establishment" des Etats-Unis, suite à la signature des accords de Paris sur l'Indochine, eux-mêmes précédés par les visites sensationnelles du chef de l'Etat américain à Pékin et à Moscou ainsi que par l'entrée de la République Populaire de Chine aux Nations Unies.

Mais je vise également les changements survenus en Europe, où la politique de "roll-back" de Dulles et Adenauer a subi une défaite probablement définitive, après la conclusion des accords inter-allemands entre la RFA et la RDA, et ceux signés par le Chancelier Brandt, successivement avec les dirigeants de l'Union Soviétique et avec ceux de la République Populaire de Pologne.

Je pense évidemment à l'ouverture des négociations bilatérales de Helsinki et de Vienne, visant respectivement la convocation de la conférence si longtemps attendue sur la sécurité et la coopération européennes, et des mesures concrètes de limitation de la course aux armements sur notre continent.

Mais, Monsieur le Vice-Premier Ministre, il faut aussi souligner - et ce n'est certes pas le fait le moins important - que les rapports économiques, financiers et politiques entre les Etats-Unis et les pays de la Communauté économique européenne ont subi des changements rapides et sensibles, après l'abandon de l'inconvertibilité du dollar et après les deux dévaluations importantes que celui-ci a subi en un an et demi. Ainsi, le roi dollar a été brutalement déchu de sa gloire, sans pour autant être détrôné.

A cela s'ajoute l'accélération de la concurrence entre les monopoles américains, ouest-européens et japonais sur le marché mondial. Dès lors on constate que la tension entre les Etats-Unis et la Communauté économique européenne s'accroît à fur et à mesure qu'approche la date du "Nixon-round", c'est-à-dire les prochains entretiens sur l'organisation des relations commerciales internationales dans le cadre de l'accord général sur les tarifs et le commerce.

Cette tension trouve son origine directe dans les exigences économiques et financières inouïes des dirigeants américains. Elles ont été exprimées d'abord par d'importants hommes d'affaires privés et ensuite par des experts économiques de l'administration de Nixon. Mais, au cours de ces dernières semaines, elles ont été annoncées très ouvertement par le principal porte-parole pour les affaires étrangères du chef de l'Etat américain, Monsieur Kissinger, et par le Président lui-même.

En quoi consistent ces exigences, formulées à l'occasion de propositions émanant soi-disant de Kissinger, mais confirmées ensuite par le Président Nixon lui-même ?

En premier lieu il s'agit pour les partenaires des Etats-Unis - y compris la Belgique - d'accepter à nouveau - ou de continuer à accepter - le dollar inconvertible et dorénavant dévaluable au gré des USA, comme moyen de paiement international.

Il s'agit d'autre part, selon les dirigeants américains, d'ouvrir largement leurs frontières, et plus particulièrement celles de la C.E.E., à l'importation, sur une grande échelle, des produits de l'industrie et de l'agriculture américaines, et ce sans contre-partie notable. Cela revient à dissoudre le Marché commun élargi tel qu'il vient de se constituer et à le transformer en une zone de libre commerce occupée par les monopoles et les trusts américains.

Une troisième exigence des dirigeants américains réside dans le fait que leurs partenaires européens devraient prendre en charge une partie beaucoup plus importante des frais d'entretien et de stationnement des forces militaires américaines en Europe.

En quatrième lieu, ils exigent que les pays de la C.E.E. se prêtent à une relance - tout à fait dépassée - de l'Alliance atlantique, en vertu de laquelle Washington serait explicitement confirmé dans son "leadership" sur le plan mondial, tandis que les "partenaires" européens devraient se contenter de reconnaître que leur rôle et leurs intérêts n'ont qu'un caractère "régional". Au nom "des intérêts et des idéaux communs", il faudrait que les partenaires acceptent les exigences de l'insatiable expansion économique et financière par leur plus ancien allié.

Il résulte de cet ensemble d'exigences que les pays d'Europe occidentale devraient sacrifier leurs intérêts les plus essentiels et tout particulièrement ceux de leurs populations laborieuses, sur l'autel de ce que l'on appelle la "nouvelle solidarité atlantique". De la sorte chacun des Etats concernés de la CEE, et donc aussi la Belgique, serait placé devant un choix vital.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, mes chers Collègues, qu'advierait-il en effet si les membres de la Communauté Economique Européenne en général et la Belgique en particulier devaient céder aux exigences de l'Administration Nixon ?

D'abord, il est clair que s'ils acceptaient de garder en stock voire d'accroître les montants considérables en dollars inconvertibles accumulés dans leurs réserves, ils continueraient à s'exposer à tous les aléas d'une politique monétaire américaine de plus en plus résolument axée sur l'inflation et le dumping. Car tous les discours sur la réforme du système monétaire international et le rétablissement de la convertibilité du dollar sont manifestement platoniques, du moins dans la mesure où cela dépend des dirigeants américains. Or, la Belgique en particulier a déjà subi d'importantes pertes lors de l'abandon de la politique de soutien envers le dollar peu après la deuxième dévaluation. Ces pertes se sont élevées à 5 milliards de francs belges en raison précisément de cette deuxième dévaluation du dollar puisque après les accords de décembre 1971 la Banque Nationale et le Gouvernement belge se sont trouvés dans l'impossibilité de se couvrir encore contre les risques de change, ce qu'ils avaient réussi à faire jusqu'à fin 1971.

Certes le non soutien du dollar et la flottaison d'une série de monnaies européennes, dont le franc belge, vers le haut consacrent dans une certaine mesure les pratiques de dumping commercial par des manoeuvres monétaires, effectuées par les Etats-Unis.

C'est ainsi que la dernière dévaluation de 10% du dollar annule et au-delà l'effet des tarifs douaniers pour les produits industriels de la Communauté Economique européenne et procure aux monopoles et aux producteurs industriels américains un avantage énorme malgré les cris d'orfraie poussés par le gouvernement et les milieux d'affaires américains.

Mais à tout le moins il existe dans ce domaine des contre-mesures efficaces à condition bien entendu que la volonté politique de les prendre existe. Cela est d'autant plus vrai qu'en acceptant à nouveau comme moyen de paiement international des dollars non couverts contre le

risque de change, notre pays, nos dirigeants, comme d'ailleurs ceux des autres pays du Marché Commun offrirait un aliment primordial pour la poursuite et l'aggravation de l'inflation "importée", c.à.d. l'érosion monétaire. Chez nous, cela constituerait un facteur d'instabilité, de grignotage du pouvoir d'achat de très larges couches de la population et de distorsion des conventions économiques, financières et sociales, bien entendu au détriment essentiellement de la population travaillante et des allocataires sociaux.

Une telle acceptation laisserait en même temps les mains libres aux sociétés dites supranationales pour poursuivre, même contre l'avis de nos gouvernants, la colonisation systématique de nos industries de pointe, pour spéculer à grande échelle au détriment des monnaies et des économies Ouest-Européennes et japonaises, voire pour intervenir dans la vie sociale et politique de nos pays si celle-ci venait à prendre une tournure qui n'aurait pas leur agrément. Chacun sait bien que la société I.T.T. n'est pas seulement active au Chili ou en Amérique latine. Chacun sait aussi que la société Caterpillar n'est pas la seule à se moquer des prérogatives acquises de haute lutte sinon toujours en droit strict par nos organisations syndicales et démocratiques.

Si les membres de la C.E.E. et la Belgique en particulier devaient d'autre part plier devant les exigences américaines en matière de "désarmement douanier européen" ce serait bientôt l'importation à grande échelle du sous-emploi et du chômage dans nos industries. Le risque serait par ailleurs grand d'aboutir rapidement à une situation qui conduirait à la ruine de milliers et de milliers d'exploitations agricoles, surtout petites et moyennes.

Les exigences des dirigeants américains en cette matière sont d'autant plus exorbitantes que déjà les faits prouvent qu'au cours des années écoulées la balance commerciale des Etats-Unis envers la Communauté Economique Européenne n'a pas cessé d'être excédentaire. Ils prouvent aussi que les mesures de protection tarifaire et autres, actuellement appliqués, protègent infiniment plus le marché américain par rapport aux produits européens que l'inverse.

De plus, il s'avère que les récentes propositions du Président Nixon au Congrès, visant à de nouveaux pouvoirs en vue des négociations sur le Nixon round, sont de telle nature que les éventuelles concessions des Etats-Unis aux partenaires européens pourraient être annulées au bout de peu de temps par une décision du Congrès américain.

Il est bien clair que si les gouvernements européens, et notamment le nôtre, devaient céder à ces exigences, on arriverait très rapidement à une situation grave tant dans notre industrie que dans notre agriculture.

Ce que je dis, relève d'autant moins du domaine des hypothèses qu'il est déjà clair que les récentes décisions de Luxembourg en matière de prix des produits agricoles déçoivent la grande majorité des producteurs des pays du Marché Commun et du nôtre.

Elles déçoivent en raison de l'insuffisance de l'adaptation des prix à la production et ont été prises en fonction de la pression américaine contre le maintien d'une politique agricole européenne qui cherche à se protéger contre un envahissement massif du marché européen par les productions américaines.

En troisième lieu, si les membres de la C.E.E., en particulier la Belgique, devaient accepter le plan Kissinger de relance de l'OTAN, ils risqueraient non seulement de compromettre gravement les perspectives nouvelles apparues en matière de détente, de sécurité européenne et de réduction des armements en Europe et dans le monde, mais ils réduiraient encore les possibilités de développement des courants d'échanges entre nos pays et particulièrement la Belgique, et les pays de l'Est européen, alors que ce développement constituerait une compensation et un contrepoids indispensable à la détérioration qui se dessine sur le marché capitaliste mondial.

En outre, ils se livreraient pieds et poings liés au chantage à "l'ombrelle militaire américaine" par lequel l'administration Nixon cherche à faire payer ses partenaires et concurrents, mais surtout par les masses populaires d'Europe Occidentale, les frais de la poursuite de sa politique d'expansion politique militaire et économique.

Or, il n'y a guère lieu pour les populations travailleuses et l'opinion démocratique de notre pays comme d'ailleurs de la plupart des pays de

l'Europe de l'Ouest, en particulier ceux du Marché Commun, de se sentir fort rassuré quant à la volonté de nos dirigeants -(dont vous-même, Monsieur le Vice-Premier Ministre, et vos deux collègues à qui j'avais également adressé cette demande d'interpellation)- d'opposer aux exigences de l'Administration Nixon les ripostes qu'elles appellent impérieusement.

Sans doute n'y a-t-il pas que des points négatifs au tableau des réactions de votre Gouvernement et de ses partenaires de la Communauté européenne.

Déjà vos prédécesseurs, à la veille de vous céder la place, ont proposé la reconnaissance diplomatique de la République Démocratique Allemande. L'initiative belge fut la première parmi les pays membres de l'OTAN. C'était là un témoignage de réalisme et d'appui aux aspects positifs de la politique du Chancelier Brandt qu'il convient de saluer. Il faut d'ailleurs espérer que ce geste sera bientôt suivi de la conclusion d'un accord commercial avec la République Démocratique Allemande et de l'envoi d'une représentation commerciale à la hauteur des besoins dans ce domaine. Si, pour la reconnaissance diplomatique, la Belgique n'a pas été la dernière, elle risque de l'être bientôt dans le domaine de la conclusion d'accords commerciaux avec ce pays aujourd'hui reconnu par l'ensemble des pays de l'Europe occidentale.

Quant à votre gouvernement, il a certes été parmi les premiers en Europe occidentale, après la signature des accords de Paris, à se joindre à la Suède et à la Suisse, pays neutres, mais aussi, au Danemark et à la Norvège, pays membres de l'OTAN, pour établir des relations diplomatiques avec la République Démocratique du Nord-Vietnam. C'est une bonne chose, mais il faut également souhaiter que ces relations diplomatiques soient le prélude à une action plus ferme pour réclamer l'arrêt des bombardements massifs par l'aviation américaine sur le Cambodge et les zones libérées du Sud-Vietnam, et pour exiger le respect des accords de Paris par les Etats-Unis et le régime Thieu en particulier en ce qui concerne la libération des prisonniers politiques, la rétablissement des libertés démocratiques dans l'ensemble du Sud-Vietnam, et la constitution de la commission tripartite avec des représentants du gouvernement révolutionnaire provisoire et de la troisième force.

A cet égard, une prise de contact de votre gouvernement avec le gouvernement révolutionnaire provisoire serait un acte positif.

En outre, Monsieur le Vice-Premier Ministre, il ne nous est pas indifférent - et de ce point de vue, nous regrettons que M. le Premier Ministre n'ait pas pu entendre lui-même l'interpellation - à nous pas plus qu'à l'ensemble des forces favorables à une politique de paix que les principaux dirigeants du parti auquel appartient M. le Premier Ministre, s'attachent à établir et développer des relations d'entente et de coopération directe avec les partis communistes et ouvriers au pouvoir en Union Soviétique et dans d'autres pays socialistes d'Europe, relations dont nous souhaitons qu'elles se généralisent en direction de tous ces pays sans exception, qu'elles fassent école parmi les partis socialistes de toute l'Europe occidentale et qu'elles favorisent le rapprochement entre partis socialistes et communistes à l'intérieur de chacun de ces pays, y compris la Belgique. Cette partie de mon intervention s'adresse bien entendu plus au Premier Ministre qu'à M. le Vice-Premier Ministre qui est présent pour m'écouter.

M. Perin. - Il ne faut pas confondre entre les Premier Ministre de la Belgique et le leader du parti socialiste.

M. Van Geyt. - Je suis parfaitement d'accord; c'est pour cette raison que j'ai parlé des dirigeants de son parti et il est évident que cela l'intéresse en tant que membre de ce parti essentiellement. Mais, bien entendu, comme ce parti est un parti gouvernemental, cela intéresse également l'ensemble du gouvernement.

M. Perin. - Les relations entre vos deux partis concernent l'ensemble des partenaires gouvernementaux ? Curieuse conception de la liberté des partis politiques à l'intérieur de ce pays !

M. De Croo. - Je vous prie de respecter l'absence de certains collègues.

M. Van Geyt. - Monsieur Perin, cette partie du discours ne s'adresse pas non plus à votre groupe : c'est absolument clair !

Sur un autre plan, nous avons noté avec intérêt quelques signes d'une aspiration à un certain distancement à l'égard des exigences de l'administration Nixon, et ce de la part de divers gouvernements de l'Europe occidentale, y compris ceux des pays qui jouent un rôle très important.

Je songe en particulier à la décision de lier entre elles, face au dollar, les monnaies de six pays de la Communauté européenne et de certains pays associés, au moment de l'instauration des "cours flottants" fin février.

Je songe aussi aux réserves très nettes exprimées dans la plupart des capitales ouest-européennes - mais, à ce que je sache, moins clairement à Bruxelles jusqu'à présent - à l'égard du plan Kissinger, réserves dont le Président Nixon a dû tenir compte dans une certaine mesure notamment au moment de la rédaction du communiqué clôturant la visite du chancelier Brandt à Washington.

Cependant, pour tenir tête victorieusement aux pressions de Washington, il faudra bien plus et bien autre chose. D'autant plus que ces pressions se feront de plus en plus vives, à mesure qu'approchent, et la date des négociations du "Nixon round" et la perspective de réunion de la conférence sur la sécurité européenne.

Et cela, en dépit de l'espoir que d'aucuns pourraient caresser que le scandale inouï du Watergate et ses prolongements de plus en plus spectaculaires, pourraient suffisamment affaiblir la position du Président Américain et de son administration pour contraindre ces derniers de se montrer plus accommodants envers leurs partenaires et concurrents ouest-européens.

(Colloques entre MM. Perin, De Croo et Parisis.)

M. Van Geyt. - Monsieur Parisis, je crois qu'il est très généralement admis par exemple que ce scandale a été un des éléments du contexte des entretiens du Chancelier Brandt à Washington. Nous sommes donc en plein dans le sujet, même si ce n'est pas votre avis. C'est le mien et celui d'un certain nombre de membres de cette Chambre ainsi que celui de représentants de l'opinion publique en dehors de cette Chambre.

En réalité, si les dirigeants ouest-européens ne prenaient pas très bientôt la contre-offensive vis-à-vis des exigences des dirigeants américains, le contraire pourrait bien se produire.

Je dis bien, Monsieur le Vice-Premier Ministre : "la contre-offensive". En effet, le noeud des pressions américaines, celui des exigences, ou des arguments à la base des exigences du Président Nixon et de son

entourage, est axé sur le raisonnement suivant : Messieurs les dirigeants économiques et politiques d'Europe occidentale, cédez sur le terrain économique, financier et particulièrement sur le terrain commercial, sinon nous vous laisserons sans protection militaire".

A une politique qu'il faut bien qualifier de chantage, il est peut-être habile, dans un premier temps, de riposter comme le font divers gouvernements ouest-européens, dont celui de Londres, à savoir : "Séparons les problèmes économiques d'une part, militaires et politiques d'autre part et en ce qui concerne les problèmes de l'OTAN, on verra bien ! Négocions d'abord et séparément les problèmes de vos exigences commerciales, financières, etc...

Il est peut-être cartésien de répondre comme le fait M. Jacques RUEFF, suivi par la majorité du Conseil Economique et Social français, qu'avant d'abolir les barrières protectrices de la Communauté Européenne, il faut restaurer, et cette fois garantir, la stabilité et la convertibilité du dollar. En réalité, la seule manière de rencontrer efficacement l'argumentation américaine et surtout les puissantes réalités économiques et politiques qui la sous-tendent, consiste, à notre avis, à prendre cette argumentation au mot et à remettre en question fondamentalement, à la lumière des profonds changements en cours en Europe et dans le monde,^{1a}/prétendue nécessité de la protection militaire et de l'impulsion industrielle d'Outre-Atlantique.

Il s'agit, à notre avis, au niveau de la C.E.E. et de chacun ou de la majorité des pays qui la composent d'opter délibérément pour une politique étrangère et financière indépendante, clairement axée sur le développement de la coexistence, et le démantèlement des blocs politico-militaires, en même temps que sur des relations de véritable égalité, dans le respect de l'auto-détermination réciproque, entre les Etats-Unis et les états d'Europe occidentale.

A notre avis, une telle politique implique de la part du gouvernement belge, -sans attendre ses partenaires de la Communauté Européenne, qui ne pourraient éviter d'en tenir compte - des mesures ou des initiatives résultant d'une orientation décidée vers les retrait des forces américaines ou, en tout cas, le retrait du gros de ces forces

D'Europe dans le cadre d'un Pacte de Sécurité Européenne qui prévoit le retrait de toutes les forces armées stationnées hors de leurs frontières. Une exception pourrait éventuellement être prévue au profit de contingents limités des quatre puissances qui garantiraient l'intangibilité de la ligne de contact actuelle entre les Etats Membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie en attendant la dissolution définitive et simultanée de ces deux organisations politico-militaires.

Deuxièmement : dans cette perspective, il faudrait une action systématique pour faire aboutir, dans les meilleurs délais et en écartant tout préalable inutile, les entretiens d'Helsinki préparatoires à la Conférence Européenne de Sécurité.

Troisièmement : la renonciation à une politique militaire aussi coûteuse (même compte tenu des menues économies administratives annoncées par le Ministre de la Défense Nationale) et qui va contre-courant de la détente. Cela signifie le retrait à court terme des forces belges en Allemagne et l'instauration en Belgique, sans contre-partie en matière de sursis ou de recrutement de volontaires de carrière, du service de dix mois, prévu par la déclaration gouvernementale, à partir du 1er janvier prochain.

Quatrièmement : l'instauration d'une réglementation et d'un contrôle stricts des mouvements internationaux de capitaux, y compris au niveau des départements situés en Belgique de sociétés dites "multinationales" opérant sur place. Cette réglementation devrait si possible être établie au niveau de la C.E.E. ou à défaut au niveau de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise, voire de chacun de nos pays individuellement ;

Cinquièmement : le "gel" des avoirs en dollars de la Banque Nationale et des autres établissements bancaires, et leurs versements dans un fonds belge, sinon ouest-européen, habilité à racheter les participations, contrôlables ou non, des sociétés américaines ou de leurs filiales établies chez nous, et de les transférer à une institution publique chargée de les gérer en fonction d'une politique de développement indépendante et démocratique, sans ingérence des monopoles et moyennant un contrôle des travailleurs.

Monsieur le Vice-Premier Ministre, le gouvernement dont vous êtes l'un des dirigeants...

M. le Président.- Monsieur Van Geyt, je vous fais observer que vous arrivez au terme de votre temps de parole.

M. Van Geyt.- Je conclus, Monsieur le Président.

Le gouvernement tripartite dont vous êtes l'un des dirigeants, est-il disposé à s'orienter dans une telle voie et à prendre les initiatives nécessaires en vue de réaliser, au niveau belge, et de provoquer l'impulsion au niveau de la C.E.E. de tout ou partie des objectifs proposés ?

Est-il disposé à tout le moins à amorcer un distancement vis-à-vis des "ultras" de l'OTAN qui, tel son Secrétaire général et ancien Ministre des Affaires Etrangères néerlandais, M. Luns, appuient ouvertement le Plan Kissinger, et brandissent les foudres de la Justice à l'égard de gouvernements tel celui du Danemark ou le nouveau gouvernement néerlandais, présidé comme le gouvernement belge par un Premier Ministre socialiste - qui osent envisager de réduire leurs engagements militaires à l'égard de l'OTAN. On peut avoir de sérieux doutes à cet égard, surtout lorsqu'on constate avec quel zèle le Ministre de la Défense Nationale s'attache à renforcer la capacité opérationnelle de nos forces à l'Est du Rhin, (dans la première comme dans la deuxième version de son Plan) même au prix d'une renonciation à la réduction promise du temps de service ou au zèle avec lequel il s'attache à doter nos brigades blindées d'un équipement des plus coûteux en dépit de la chasse aux exagérations budgétaires, pour employer une terminologie proche de celle du gouvernement. C'est pourquoi, en ce domaine capital pour l'avenir du pays et de la population travailleuse, celui de la détermination de notre riposte aux prétentions de l'administration Nixon, plus qu'en aucune autre matière, il appartient pensons-nous, aux forces démocratiques au sens le plus large - y compris celles organisées dans les rangs de certains partis de la majorité gouvernementale, le parti socialiste, notamment- d'agir de concert en faveur d'une politique réellement indépendante. Cette riposte s'impose en dépit de l'opposition des forces conservatrices au sein et à l'extérieur de votre gouvernement,

et en dépit du souci des ministres socialistes et démocrates-chrétiens de les contrarier le moins possible, et de retarder le plus possible des choix inéluctables entre une telle politique indépendante, conforme aux intérêts des travailleurs, et une politique de fidélité aux alliances de la guerre froide et de plus en plus contraire aux intérêts du pays. (Applaudissements sur les bancs communistes)

M. le Président. - La parole est à M. Clerfayt.

* * * * *

* * *

*

Deuxième partie de l'interpellation de L. VAN GEYT.

Je remercie Monsieur le Vice-Premier Ministre de sa réponse et entre autres du fait qu'il a souligné que l'objet de l'interpellation touche des problèmes importants - ce que la plupart des orateurs ont également souligné.

J'ai constaté, avec une vive satisfaction, une assez grande convergence entre les divers intervenants au sujet de l'analyse des problèmes posés.

C'est aussi avec intérêt que j'ai relevé dans les réponses ou interventions émanant de la majorité, d'intéressantes nuances sur la manière de réagir aux problèmes posés par les données objectives sur lesquelles nous sommes tous d'accord. En deuxième lieu, il faut prendre en considération les réactions que ces données objectives provoquent chez les dirigeants américains à l'égard de l'Europe occidentale et donc aussi à l'égard de notre pays. Dans ce domaine, je constate une certaine différence entre les idées ou principes avancés par Monsieur le Vice-Premier Ministre et les propositions du gouvernement américain. C'est très important. J'y ajoute immédiatement - car c'est là la portée exacte de mon interpellation - : pour pouvoir tenir tête à la volonté des dirigeants américains (dans la mesure où celle-ci diffère du souci exprimé par le porte-parole de notre gouvernement), nous ne pourrons probablement pas nous arrêter à mi-chemin.

../...

Une revision fondamentale des relations s'impose : entre la Belgique (dans le cadre d'Europe occidentale) et les Etats-Unis d'une part et avec le reste de l'Europe d'autre part.

Sur cet important problème, je voudrais encore dire quelques mots, et respecterai ainsi la promesse faite à Monsieur le Président.

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-Premier Ministre, chers collègues, nous avons entendu dans ce débat une série de professions de foi dites européennes. Mais ce qui m'a fort intéressé, et ce n'est pas dû au hasard, c'est précisément un reflet du changement profond dans la situation objective- c'est que l'éclairage de ces différents plaidoyers était différent et même jusqu'à un certain point contradictoire.

Je ne parle pas de la réponse de M. le Vice-Premier Ministre.

Mais, Mesdames, Messieurs, je regrette que seulement deux membres de la majorité, qui représentent deux des trois familles qui la composent soient intervenus dans ce débat alors que la troisième a été absente.

M. Perin.- Moi aussi.

M. Van Geyt.- Les deux intervenants ont prononcé un plaidoyer pour une Europe ultra-Atlantique, extrêmement liée aux anciennes fidélités unilatérales.

M. Parisi.- Vous êtes en train de transformer ce que j'ai dit.

M. Van Geyt.- J'ai entendu cela très clairement. J'ai même entendu, Monsieur Parisi, que vous plaidez pour qu'à Helsinki, les pays de l'Europe occidentale ne prennent pas des dispositions qui s'écartent un tant soit peu de celles de l'allié américain.

C'est intéressant mais je crois que c'est assez différent de ce que l'on a pu entendre dans d'autres interventions.

Si j'ai mal compris, veuillez m'en excuser mais je crois que c'est précisément ce problème là qui est fondamental. Ce n'est pas de savoir si la construction européenne est possible et souhaitable. C'est en tout cas une chose qui se trouve à la croisée des chemins. C'est-à-dire : ou bien une Europe Atlantique comme la veut M. Kissinger et comme la veulent un certain nombre de gens en

../...

Europe occidentale et je crois même dans ce pays et dans cette majorité gouvernementale; ou bien une Europe qui cherche sa propre voie et qui s'écarte de la volonté des monopoles américains, qui s'oriente résolument vers la détente, la sécurité européenne et la coopération avec toutes les parties du monde, y compris les Etats-Unis, sur un pied d'égalité, mais pas dans le cadre de relations unilatérales du type d'un atlantisme rénové.

M. De Croo.- Une Europe affaiblie...

M. Perin.- Mais vous êtes contre l'unité politique de l'Europe occidentale. Pourquoi ?

M. Van Geyt.- Vous dites que nous sommes contre n'importe quelle unité politique de l'Europe occidentale. Nous n'avons jamais dit cela. Nous disons que le problème qui se pose c'est de savoir si cette Europe occidentale en voie de rapprochement saura aller dans une voie de libre choix et d'indépendance à l'égard des forces extérieures ou bien si on veut s'orienter vers un atlantisme rénové. Tel est le véritable problème.

Je crois que dans ce domaine au Parlement, y compris parmi le petit nombre de présents, et dans la majorité gouvernementale dont nous avons entendu certains porte-parole, ce choix n'est pas encore fait. Cela montre aux forces ouvrières démocratiques et progressistes, dans ce pays comme d'ailleurs dans les autres pays de l'Europe occidentale, qu'il y a des choix à opérer et des tâches extrêmement importantes à accomplir.

Je crois que pour opérer ces choix, ce serait une grave erreur, ce serait vraiment utopique d'attendre que l'accord soit parfait au sein des Neuf. Dans ce domaine comme dans d'autres, il faut qu'au niveau de chaque pays on prenne le maximum d'initiatives qui aillent dans le sens positif d'une véritable politique de détente et d'indépendance à l'égard particulièrement du partenaire qui veut continuer à nous dominer, c'est-à-dire les Etats-Unis. De ce point de vue là, le débat d'aujourd'hui montre qu'il y a des possibilités nouvelles qu'il conviendra aux forces démocratiques et progressistes d'utiliser au mieux.

M. le Président.- L'incident est clos.

Group parlementaire Communist
Arthur H. Jones

1.10.8

Réunion du groupe parlementaire communiste
le 28 septembre - à la Chambre

Présents : Marc Drumaux, J. Terfve, Th. Dejace, E. Burnelle, G. Glineur,
L. Timmermans, A. Delrue, R. Noël, J. Verstappen,

I. Election du bureau.

Les propositions suivantes sont admises sans discussion et à l'unanimité :

- Président du groupe de la Chambre et coordination de l'ensemble du travail parlementaire : Marc Drumaux,
- Président du groupe du Sénat : Jean Terfve.
- Secrétaire du bureau : Théo Dejace, chargé des procès-verbaux, des liaisons avec les organes internes du Parlement et de l'Union Interparlementaire.

Les réunions du groupe auront lieu en principe les mardis matin ou de 15 jours en 15 jours, selon les nécessités. Le bureau se réunit plus souvent.

II. Répartition des tâches

a) Délégations dans les commissions parlementaires,

Remarques : 1) A la Chambre, il faut obligatoirement désigner les commissaires effectifs et suppléants par Commission bien que nous n'y ayons qu'un représentant à titre consultatif.

2) Au Sénat, tous les sénateurs ont, en principe, le droit d'assister à toutes les commissions.

Le tableau de répartition, proposé par le bureau, est admis à une seule modification près : pour l'agriculture, à la Chambre, Delrue sera effectif et Timmermans suppléant.

Il est aussi entendu que Verstappen (Sénat) peut suivre les questions de Justice où il a de la compétence professionnelle.

Adhésion de Pierre Le Grève (U.G.S.) au groupe parlementaire communiste. Suite à cette adhésion qui fera bientôt l'objet d'un communiqué commun, il est admis que Pierre Le Grève puisse être délégué effectif aux Affaires Economiques ou à la Défense Nationale, à l'Education Nationale et à la Justice. Il lui sera offert quelques suppléances. Là où Le Grève prendra une représentation effective, un communiste sera suppléant et vice-versa.

b) Préparation de l'action parlementaire contre le gouvernement réactionnaire

1.- Finances Publiques

Accord général sur les lignes directrices proposées par le bureau : opposer des arguments nouveaux à la campagne d'Eyskens au sujet des Finances Publiques.

Chaque parlementaire communiste cherchera dans les domaines qui lui sont impartis, des dénonciations, des faits, des chiffres sur le pillage du Trésor par les grandes sociétés capitalistes.

2.- Questions nationales.

Problème important mais pour lequel nous sommes en rapport avec le M.P.W. et les 4 mouvements wallons.

Nous avons d'ailleurs déposé déjà :

- a) une proposition de loi retour des Fourons;
- b) une proposition de loi consultation populaire,

....

3.- Cour Européenne.

J. Terfve situe la question. E. Burnelle, rappelant que le Parti n'est pas pour le Conseil de l'Europe, invite le groupe à réfléchir encore avant de se prononcer.

Décision : J. Terfve fournira une note.

4.- Proposition de loi : défense de l'emploi

Est à l'étude. On prendra avis des 4 mouvements wallons.

5. - Dejace repassera:

à Glineur : la question des pensions des services publics;

à Timmermans : la question des expropriations.

6.- Fourons. Dejace est chargé de payer 1.000 Fr. pour le groupe parlementaire communiste en faveur des écoles françaises dans les Fourons.

III. Communiqué

Drumaux est chargé d'un communiqué sur la réunion du groupe.

Dejace est chargé d'un télégramme à la délégation belge à l'O.N.U. pour l'admission de la Chine populaire à l'O.N.U.

IV. Initiatives. Il est entendu que le groupe parlementaire doit faire preuve d'initiative. Il éditera un Bulletin d'information dont Dejace devra organiser la diffusion.

Délégations dans les commissions parlementaires

	<u>Chambre</u>	<u>Sénat</u>
Révision de la Constitution	E. Burnelle S. Drumaux	E. Terfve S. Dejaco
Affaires Economiques	E. Le Grève S. Drumaux	E. Noël S. Dejace
Agriculture	E. Delrue S. Timmermans	E. Dejace S. Verstappen
Classes Moyennes	E. Delrue S. Timmermans	E. Verstappen S. Dejace
Affaires Etrangères	E. Burnelle S. Drumaux	E. Terfve S. Noël
Commerce Extérieur	E. Drumaux S. Glineur	E. Terfve S. Dejace
Europe	E. Drumaux S. Burnelle	E. Terfve S. Dejace
Défense Nationale	E. Drumaux S. Burnelle	E. Noël S. Dejace
Finances	E. Drumaux S. Glineur	E. Noël S. Verstappen
Affaires Générales et Fonction Publique	E. Glineur S. Timmermans	E. Dejace S. Noël
Travaux Publics	E. Timmermans S. Glineur	E. Dejace S. Terfve
Communications - P.T.T.	E. Delrue S. Timmermans	E. Dejace S. Terfve
Travail et Emploi	E. Le Grève S. Glineur	E. Dejace S. Verstappen
Prévoyance Sociale	E. Glineur S. Delrue	E. Dejace S. Verstappen
Santé - Famille	E. Timmermans S. Delrue	E. Dejace S. Noël
Education Nationale - Culture	E. Timmermans S. Drumaux	E. Noël S. Dejace
Intérieur	E. Glineur S. Timmermans	E. Noël S. Dejace
Justice	E. Le Grève S. Timmermans	E. Terfve S. Dejace

.../...

....//..

Comptabilité

E. Timmermans
S. Delrue

Naturalisations

E. Delrue
S. Timmermans

Pétitions

E. Timmermans
S. Delrue



RESUME DES DECISIONS PRISES A LA REUNION DU GROUPE DU
17/10/68.

Interpellations et questions

- G.Moulin Problèmes pétrole, maisons Shape à Casteau, tarifs trams Sabena, Prix du lait
- X M.Drumaux Politique générale en matière économique; déclaration Harmel sur RFA à l'ONU.
- Levaux Problèmes charbonnages (emploi) et siderurgie.
- Noel Question sur maisons SHAPE, problèmes charbonnages (subsides, liquidation des biens immeubles etc).

Amendements à déposer

- Voies et Moyens G.Moulin Indexation, cumul époux.
- Projet De Paepe G.Glineur suppression article 70
- Projet No 485 G.Glineur

R.Noel suivra les travaux de la commission de révision de la Constitution sur l'autonomie culturelle.

X M.Drumaux suivra la discussion sur la décentralisation économique

G.Moulin suivra les travaux sur la T.V.A.

Propositions de Loi à déposer

- X M. Drumaux Nationalisation banques de dépôts, caisses privées d'épargne, Cies d'assurances;
Nationalisation du secteur énergie: charbon, pétrole, gaz, électricité.
- G.Moulin Extension des pouvoirs des Conseils d'entreprises, de la commission des prix, du contrôle syndical dans le Comité national du Gaz et de l'électricité.
- Levaux le contrôle syndical dans le CCPS.
- G.Moulin proposition sur l'autonomie de gestion des Universités
Impôt sur le capital, cadastre des fortunes



M. Couteau proposition de loi sur le statut des travailleurs et rangers, 75% aux travailleurs licenciés.

~~Extension de Zwartberg.~~

G. Glineur Allocation de chômage des femmes égale à celle des hommes, pension à 60 ans et 75%,

proposition sur l'allocation de chômage des jeunes.

G. Moulin et R. Noël le statut de Bruxelles capitale.

Propositions anciennes à redéposer.

M. Drumaux propositions No 486 du 29/II/67,

Couteau No 450/I du 22/6/67; 456 du 28/6/67; 418 du 16/5/67;
193 du 1/6/66

G. Glineur No 529 du 21/12/67; 82 du 21/12/65.

G. Moulin 420 du 18/5/67;

REUNIONS DU GROUPE

Lorsque la Chambre siège normalement TOUS LES JEUDI à 15h30 après les votes.

En d'autre temps, tous les quinze jours le Jeudi après midi à 14 h30

Réunion des groupes parlementaires
Sénat et Chambre du PCB

Le mercredi 22 avril 1970.

Présents : M. Drumaux, M. Levaux, A. Mathieu, G. Glineur.

Excusés : R. Noël, G. Moulin.

Absent : Marcel Couteau.

Ordre du jour : 1) désignation d'un Président f.f. en remplacement du camarade Moulin malade.
2) Situation santé du cde A. Mathieu.
3) Ordre du jour de la Chambre de la semaine du 27/4 au 2/5/70.
4) Rappel de l'application des décisions antérieures.
5) Communications.

- 1) Le cde Drumaux propose G. Glineur comme Président f.f. des groupes parlementaires - admis.
- 2) Après échange de vues sur l'état de santé du camarade, il est admis que Albert Mathieu sera en repos pendant trois semaines. Il suivra uniquement le projet 125.
- 3) Il est rappelé que les interpellations de Marc Drumaux et G. Glineur viendront vraisemblablement à la Chambre mardi 28 ou mercredi 29 avril 1970. Une question urgente sur les brutalités de la police lors de la manifestation universitaire contre le régime des colonels en Grèce sera posée par le cde Marcel Levaux.
- 4) a) Il sera rappelé aux camarade Noël, les amendements prévus et à déposer au projet sur l'enseignement spécial. Amendements correspondant aux positions de la C.G.S.P.
Au cde Marcel Couteau, concernant la popularisation, par un communiqué au D.R., de ses amendements au projet relatif à l'organisation du travail.
b) Le camarade Drumaux s'occupera dorénavant, au parlement, de toutes les questions relatives à l'enseignement.
c) Il est décidé d'adhérer au comité Europe-Amérique latine.
d) Le cde G. Glineur rassemblera les documents permettant l'étude d'une proposition de loi visant à la nationalisation des sociétés d'assurances.
- 5) Communications sont données a) des lettres du cde Deruytère sur les pensions;
b) des prévisions contenues dans le budget de la Chambre (page 2) et relatives à la constitution de secrétariats des groupes politiques.

Le Président f.f.
G. GLINEUR.

Groupe des parlementaires communistes

Réunion du 2.12.1970

Présents : Mathieu, Noël, Couteau, Levau, Glineur, Moulin.

Excusé : Drumaux.

1. Problèmes communautaires.

Le projet de loi légalisant l'appartenance des 6 communes à facilités à la Flandre, ainsi que les textes des articles 3 bis, 59 bis, 108 ter ne modifient rien à notre position quant au fond.

Le cde Noël n'approuve cependant la tactique que nous avons définie dans l'éditorial du D.R. du 27.11 et que Moulin a rappelée dans la discussion des Voies et Moyens.

Il regrette que les cdes Moulin et Van Geyt aient été sans un camarade wallon chez Eyskens.

Il estime qu'une délégation des élus wallons du P.C. devrait se rendre chez le gouvernement. Il pense entre autre que les députés communistes ne doivent pas déterminer s'ils entreront en séance en fonction de l'attitude des P.L.P.

Il est contre la consultation des populations dans les six communes.

Notre attitude, selon lui, est trop bruxelloise. Il faut tenir compte du fait qu'en Wallonie "on en a marre". Il faut donc débloquer la situation en entrant en séance sans attendre les autres.

Le groupe a rejeté la proposition d'ordre du jour proposée par Moulin et en a adopté un autre. (voir textes ci-joint).

Il est convenu de soumettre le problème au B.P.

2. Projet Leburton (Sénat)

L'amendement communiste a suscité une réaction favorable. Leburton fera une déclaration.

3. Affaire Van Dooren

Jacques Moins est consulté sur ce qui pourrait être fait au Parlement.

4. Mesures Vranckx contre étrangers.

Une interpellation est déposée.

5. T.V.A.

Une interpellation sera déposée sur l'impréparation de la mise en place au 1.1.71.

6. Réunions : Elles se tiendront les 2e et 4e mercredi du mois à 10 h.30.

G. MOULIN
Président.

Texte adopté

Les parlementaires communistes ont examiné les dernières propositions du gouvernement relatives à la Constitution.

Ils constatent que celles-ci restent un obstacle sérieux dans la marche vers le fédéralisme démocratique et l'organisation des trois régions dotées de pouvoirs réels.

Ils décident donc de s'y opposer.

Toutefois désireux de mettre fin à la crise communautaire qui fait le jeu des milieux d'affaires s'apprêtant à tirer profit de la T.V.A. et des projets Leburton sur l'expansion économique, les députés communistes conditionneront leur attitude, quant à leur présence dans le débat mardi prochain, aux résultats des travaux de la Commission de la Révision de la Constitution.

Texte refusé

Les parlementaires communistes ont examiné les dernières propositions du gouvernement relatives à la Constitution.

Ils constatent que celles-ci restent un obstacle sérieux dans la marche vers le fédéralisme démocratique et l'organisation des trois régions dotées de pouvoirs réels.

Ils décident donc de s'y opposer.

Dans le cas où certains membres de la Chambre des Représentants décidaient de voler au secours du Gouvernement en lui assurant le quorum requis, les députés communistes estiment qu'il reviendrait alors à tous ceux qui sont opposés aux projets du Gouvernement de prendre part au vote afin de démontrer, en votant contre, que ces projets auront été adoptés par une médiocre majorité.

Parlementaire
Réunion du groupe communiste Chambre-Sénat

Jeudi 4.2.1971
=====

Décisions prises

Présents : Levaux, Drumaux, Glineur G., Van Geyt, A. Mathieu, M. Couteau.
Excusé : Noël.

- Informations : a) réunion à 13 h.30 de la section Belgique-URSS. Noël y assistera - ainsi que Levaux.
=====
- b) concertation publique sur l'avenir de l'agriculture à Mons le 17 février 1971. Noël sera sollicité pour y représenter le groupe communiste.
 - c) Parlement européen - élection suffrage universel - Van Geyt rédigera un projet de réponse.
 - d) Réglementation taxis - revendications des intéressés. - Van Geyt donnera son avis sur propositions.
 - e) Statut syndical des agents des Services Publics : à suivre par G. Glineur - adressé accusé de réception.
 - f) Réception - Angola - Drumaux y représentera le groupe.
 - g) Commission spéciale - sont désignés : Van Geyt - effectif Glineur - suppléant.

Activités Chambre-Sénat

Projet portant création et fonctionnement de "l'Universitaire Instelling Antwerpen". Le groupe votera les amendements Coppieters et du gouvernement. Il votera le projet après justification de vote du groupe par Drumaux.

Le groupe votera contre amendement Schiltz au projet "modifiant la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'économie et la loi du 10 juin 1952, concernant la santé et la sécurité des travailleurs".

Le groupe votera ce projet.

Proposition de loi complétant l'article 7 de la loi du 10 mars 1952 - organique de l'Assistance Publique.

Le groupe votera ce projet.

Sénat : Les sénateurs communistes conditionneront leur vote du projet sur "les pratiques du commerce" à l'acceptation par le gouvernement d'amender l'article 38.

Une interpellation sera déposée au Sénat sur les conséquences de l'arrêté royal n° 29 du 30.12.1970 instituant une provision en matière de T.V.A.

Chambre : interpellation déposée par M. Drumaux sur extension guerre Indochine.
=====

Questions déposées par Van Geyt sur grève "Vieille Montagne" à Baelen -Wezel et sur danger pour emploi du personnel des grands magasins de la Bourse.

Interpellation Van Geyt sur manipulation de l'index.

Il est ensuite procédé à la désignation des délégués communistes dans les différentes commissions (Chambre) - voir note jointe.

ENFIN le cde Drumaux faisant état de la motion sur la Guinée signée par le cde Mathieu au Sénat, estime cette prise de position regrettable et invite les camarades à être vigilants et attentifs quant à la portée des résolutions qu'on propose à leur approbation.

=====

Réunion du 25.2.1971
du groupe parlementaire communiste

Présents : Drumaux, G. Glineur, Couteau, Levaux, Van Geyt, Mathieu.

Excusé : Noël

- 1) Informations données. 1) Le cde Mathieu donne des précisions sur l'appel qu'il a signé;
2) projet de réponse Conseil de l'Europe : d'accord.
3) droit d'accise gaz naturel - adresser un accusé de réception.
4) Délégation parlementaire R.D.A. :
 en mai 1971 : Problèmes internationaux et sociaux.
 Délégué du Parti : Mathieu Albert.
 en septembre 1971 : pouvoirs subordonnés -
 agglomérations - communes.
 Délégué du parti : G. Glineur.
- 2) Conseils d'agglomérations : G. Glineur fait part des avis de la Commission des Elus communaux et provinciaux.
 Examen des amendements présentés par Louis Van Geyt. Tout d'abord déposer amendements sur lesquels il n'y a pas de désaccord.
- 3) Travaux Chambre - Sénat
 Couteau - Glineur rédigeront une proposition accordant des allocations de chômage identiques aux femmes qu'aux hommes.
 Interpellations : Statut infirmières : G. Glineur
 Problèmes des eaux - Maffles - : Couteau
 Grève employés de la santé générale : Van Geyt.
 Des questions seront posées par Couteau et Van Geyt.

G. Glineur.



Le 3.12.70

Amis parlementaires
communistes,

Chers camarades,

Lors de la réunion du groupe du 2.12,
nous avons eu une discussion sur les problèmes
relatifs à la révision de la Constitution.

Il est apparu, à cette occasion, que l'unité
du Parti et des parlementaires sur notre politi-
que communautaire est totalement factice.

Une tendance majoritaire existe dans le
groupe qui suit l'opinion social démocratique
qui dit "ou on se marre de ces histoires, il faut
en finir et donc permettre le vote des propositions
du gouvernement".

Ceci nous a amenés à remettre la tactique



définie par le B.D. et confirmée par les
Camarades luxellois et flamands, en cause.

Celle-ci dit que nous sommes contre
les projets du gouvernement et que si des
P.L.P. ou d'autres volaient au secours du gouverne-
ment pour lui assurer la majorité, alors
il faudrait que tous les opposants fissent
part de vote pour démontrer que les projets
n'auraient été adoptés par une majorité temporaire;
voire rejetés par la majorité des francophones.

La majorité du groupe a considéré que il
fallait agir sans tenir compte des réserves
des autres groupes d'opposition et entrer en séance
quoiqu'il en soit.

Pour ma part je reste sur ma position définie
ci-dessus et repète dans le projet d'ordre du jour
qui a été rejeté hier par le groupe.

Par ailleurs je ne puis m'empêcher, en tant que
luxellois francophone, les diverses prophéties



à l'égard des soit disant "fratellistes bruxellois".

J'en ai par ailleurs assez d'être critiqué
à la fois par les camarades flamands
(par d'accord avec mon intervention sur
la nécessité de tenir compte des résultats des
élections) et par les camarades wallons
qui accusent les bruxellois de faire tout
seuls.

Je pense - qu'il peut être considéré comme
normal - qu'un groupe composé de sept
membres soit présidé par le seul bruxellois
de ce groupe.

Il peut être enclin à s'occuper d'avantage
sur les questions bruxelloises, ce qui est naturel.

Il faut aussi admettre que si les postume-
naires communistes wallons ont des anciens
wallons, le bruxellois a des anciens bruxellois.

Compte tenu de ces considérations je vous
fait part de ma décision irrévocable de
démissionner de mon poste de président du
groupe.



4

Je vous averti; par ailleurs, que si les
projets du gouvernement viennent en
discussion le 8-12 comme prévu, je m'en
tiendrai à la position que j'ai défendue
hier en séance publique et la semaine
dernière dans le Drapeau Rouge.

Avec amicallement

Arcueil



1000 Bruxelles, le 8 février 1979
18, avenue de Stalingrad

Monsieur G. GLINEUR,
Président de la Chambre des Représentants,
Palais de la Nation,
1000 BRUXELLES.

Monsieur le Président,

Le gouvernement démissionnaire habilité à régler les affaires courantes multiplie, en dehors de tout contrôle parlementaire, les initiatives dont il est plus que douteux qu'elles relèvent de sa compétence.

La dernière en date concerne l'envoi de parachutistes belges au Zaïre. Cette décision inquiète l'opinion démocratique de notre pays, cette inquiétude s'est exprimée jusque dans des formations appartenant à la majorité encore en place.

Il nous semble dès lors indiqué, alors que les nouvelles Chambres sont élues depuis près de 8 semaines, que s'instaure sans tarder un débat parlementaire à ce propos et que toute la clarté soit faite sur cette nouvelle intervention militaire au Zaïre.

C'est pourquoi nous faisons nôtre la proposition du Rassemblement wallon vous demandant de réunir la Chambre dans les délais les plus brefs.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président à l'expression de nos sentiments distingués.

L. VAN GEYT, député
Président du Parti communiste
de Belgique

M. LEVAUX,
Président du groupe
parlementaire communiste



1000 BRUSSEL, 23 augustus 1979
18 Stalingradlaan

Aan de Heren

W. MARTENS, Eerste Minister
G. SPITAEELS, Vice-premier en
Minister van Begroting
W. CALEWAERT, Minister van het
Openbaar Ambt
R. URBAIN, Minister van P.T.T.

Mijnheer de (Eerste) Minister,

De huidige stiptheidsstaking bij de R.T.T. is een duidelijk voorteken van de ernstige sociale spanningen, die het verscherpte soberheidsbeleid van Uw regering nu onvermijdelijk snel gaat uitlokken, zowel in de openbare als in de privé-sektor.

Al te veel feiten wijzen er immers op, dat de inspanningen van Uw bewindsploeg "om de kostprijzen te drukken" en "om het begrotingsdeficit te verlagen" steeds weer in éénzelfde, éénzijdige richting zijn gekeerd, namelijk deze van het blokkeren van de inkomsten en sociale verworvenheden van de werknemers, van het inkrimpen van het tewerkstellingspeil en van het aftakelen van de aan verbruikers en publiek geleverde diensten.

Het steeds weer op de lange baan schuiven, ja het in feite systematisch afwijzen van de meer dan redelijke eisen van het Gemeenschappelijk Vakbondsfront bij de R.T.T., inzake aanpassing van bepaalde weddeschalen en aanwerving van het bijkomend personeel, noodzakelijk voor de normale werking van deze openbare dienst, leunen niet alleen nauw aan bij de negatieve ontwikkelingen inzake onderwijs, inzake vorsing en inzake openbaar vervoer - te beginnen met het spoor.

Zij steken meteen schril af bij het gebrek aan reactie (om het op z'n zachtst uit te drukken) van Uw regering, zowel ten aanzien van de investerings- en kapitaalvlucht vanwege een reeks buitenlandse multinationals en Belgische financiële groepen, als t.o.v. zulke twijfelachtige praktijken zoals deze, welke aan het licht kwamen naar aanleiding van het "Eurosystem"-schandaal. Om dan nog te zwijgen over de erkende 200 miljard jaarlijkse belastingsfraude, voornamelijk vanwege de zeer grote fortuinhouders, en over de fel omstreden uitgaven voor de aanschaf van allerhande peperduur lucht-

6
macht- en legermateriaal.

Geen wonder dan ook dat de werknemers van de R.T.T. en hun twee grote sindikale organisaties - die inmiddels zelfs werden vervoegd door de liberale bond ! - het afwachten zijn beu geworden, en dat zij duidelijk hebben te kennen gegeven, dat de stiptheidsstaking weldra zal aangevuld worden met "meerdere" werkonderbrekingen.

In die voorwaarden meen ik er bij U ten sterkste te moeten op aandringen, dat de regering haar houding t.o.v. de eisen van het R.T.T.-personeel en zijn vakbonden snel en grondig zou herzien, zowel om de mogelijke nadelige gevolgen van het konflikt voor de bevolking te voorkomen, als om de voorwaarden te scheppen voor een meer adekwate tewerkstelling, een betere erkenning van de beroepswaarde en de verdiensten van technici, bedienden en ambtenaren en bijgevolg voor een daadwerkelijk goede werking van deze belangrijke openbare dienst ten bate van de verbruikers en van het publiek.

Dergelijke koerswijziging zou trouwens meteen een stap betekenen in de richting van een meer opbouwende en meer efficiënte aanpak van de problemen gesteld door de crisis - in afwijking van een soberheidsbeleid dat er uitsluitend op gericht is de "rendabiliteit" van het monopoliekapitaal te vrijwaren, ten koste van het levenspeil, van de tewerkstelling en van de kansen op een daadwerkelijke economische wederopleving zelf.

Hoogachtend,

Louis. VAN GEYT,
Kamerlid.



1000 BRUSSEL, 28 augustus 1979
18 Stalingradlaan

Aan de Heer M. DE KERPEL
Algemeen Sekretaris van de C.V.C.
(Sektor R.T.T.)
Oudergemselaan 26
1040 BRUSSEL

Mijnheer de Algemene Sekretaris,

Ik dank U voor het schrijven dat U me, samen met Uw kollega van de ACOD, hebt toegezonden op 22 augustus jl., i.v.m. de door het Gemeenschappelijk Front op touw gezette akties.

Wat het inhoudelijk standpunt van de KPB en van haar Parlements-groep terzake betreft, meen ik U te mogen verwijzen naar de brief die ik op 23 augustus, daags na ontvangst van de tekst van Uw schrijven tot de Eerste Minister gericht heb tot deze laatste en zijn drie rechtstreeks bij het konflikt betrokken kollega's - brief van dewelke ik U inmiddels afschrift liet geworden.

Uit het feit dat Uw jongste schrijven specifiek gericht is tot het parlements-lid, laat me veronderstellen dat U uitkijkt naar konkrete initiatieven op dit vlak. Uiteraard ben ik bereid ook aan deze bekommernis gevolg te geven, bijvoorbeeld door stappen aan te wenden - liefst in overleg met kollega's van andere partijen, die eveneens positief zouden reageren op Uw brief - voor een vervroegde bijeenkomst van de Kamerkommissie voor Verkeerswezen en P.T.T., in aanwezigheid van de diverse bij het konflikt betrokken Ministers.

Graag kreeg ik dan ook terzake een teken vanwege Uw kollega van de ACOD, aan wie ik in zelfder voege schrijf, en/of van Uzelf.

Hoogachtend,

Louis VAN GEYT,
Kamerlid.